Envoyé en préfecture le 23/09/2024

Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE







FAY AUX LOGES Eau Potable 2023

RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

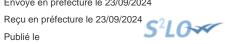




Table des matières

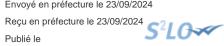
EDITORIAL	
L'ESSENTIEL DE L'ANNEE	
LES CHIFFRES CLES DE CETTE ANNEE	6
COMPARATIF DES CHIFFRES CLES AVEC L'ANNEE ANTERIEURE	
LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNEE	8
LE CONTRAT	
LA VIE DE VOTRE CONTRAT	10
PRESENTATION DE L'ENTREPRISE	
Une nouvelle ambition pour l'eau declinee au plus pres des territoires	
SAUR ET VOUS, ALLIER QUALITE DE SERVICE, PROXIMITE ET PERFORMANCE DE VOTRE CONTRAT	
LE CPO ANIMATEUR D'EXCELLENCE OPERATIONNELLE	
AGIR POUR L'EAU, DES SOLUTIONS ET INNOVATIONS	
PLAN DE GESTION DE LA SECURITE SANITAIRE DE L'EAU : NOS SOLUTIONS AU SERVICE DE L'EAU LES REPRESENTANTS DU CONTRAT	
LE PATRIMOINE DE SERVICE	
VOTRE PATRIMOINE	
LE RESEAU	
Répartition des canalisations par diamètre :	
LES COMPTEURS.	
LE SERVICE AUX USAGERS	
VOS BRANCHEMENTS	
LES VOLUMES CONSOMMES COMPTABILISES HORS VENTE EN GROS (VEG)	
•	
BILAN DE L'ACTIVITE DE CETTE ANNEE	
LA SYNTHESE DES VOLUMES	
L'EVOLUTION DES VOLUMES	
L'EVOLUTION DES RENDEMENTS ET INDICES	
LES RENDEMENTS DU RESEAU	
L'INDICE LINEAIRE DES VOLUMES NON COMPTES (ILVNC)	
L'INDICE LINEAIRE DE CONSOMMATION (ILC) LA CONSOMMATION ENERGETIQUE	
LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE	
SYNTHESE QUALITATIVE DE TOUS TYPE D'EAU HORS EAU BRUTE EN 2023	
DETAIL DE LA CONFORMITE DE L'EAU DISTRIBUEE	30
LES INTERVENTIONS REALISEES	
LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION	
Bilan des interventions d'exploitations	
Source de pertes dans les réseaux d'eau :	
Répartition des interventions de maintenance selon leur type	
Répartition des interventions de maintenance selon leur nature curative ou préventive	33
Répartition des interventions de maintenance selon leur nature curative ou préventive	





LE CARE.	
METHODES ET ELEMENTS DE CALCUL DU CARE	
11	
ANNEXES	
LE PATRIMOINE DE SERVICE	
LE PATRIMOINE DE SERVICE	44
Les ressources ou ouvrages de prélèvement d'eaux brutes	
Les installations de production	
Les installations de surpression	44
LE RESEAU	
Les équipements de réseau	45
LES COMPTEURS	46
LE SERVICE AUX USAGERS	
LA GESTION CLIENTELE	48
Les branchements par commune :	48
Les clients par commune :	48
Les volumes consommés comptabilisés par commune sur la période de relève :	
Les volumes par commune ramenés sur 365 jours :	48
Caractéristiques des consommations hors Vente En Gros (VEG)	
Les consommations par tranche	
La Facture 120 m ³	51
NOTE DE CALCUL DE REVISION DU PRIX DE L'EAU	55
BILAN DE L'ACTIVITE DE CETTE ANNEE	
LES VOLUMES D'EAU	63
Synthèse des volumes sur l'année calendaire	
Volumes mensuels en (m³) sur 5 années consécutives	
Représentation graphique des volumes mensuels sur l'année calendaire de l'exercice	
Les volumes prélevés mensuels par ressource	64
Les volumes produits mensuels par ressource	64
Les volumes exportés mensuels par ressource	64
LES INDICATEURS	65
Le Rendement IDM (Indicateur du maire)	
Le Rendement Primaire	66
L'Indice Linéaire de Pertes	
L'Indice Linéaire de Volumes Non Comptés	
L'Indice Linéaire de Consommation	
CONSOMMATION D'ENERGIE	
LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE	
L'EAU BRUTE Synthèse des analyses sur l'eau brute	
L'EAU TRAITEE	
L'EAU POINT DE MIS EN DISTRIBUTION Synthèse des analyses sur l'eau point de mise en distribution	
·	
L'EAU DISTRIBUEE	
Synthèse des analyses sur l'eau distribuée	
SYNTHESE	
Nouvelle Directive Europeenne	
METABOLITES DE PESTICIDES	_
FACE AUX METABOLITES : LE CARBOPLUS® DE SAUR, VERITABLE BARRIERE CONTRE LES MICRO	OPOLLUANTS81





NITRATES	
MANGANESE	84
CVM	84
LES INTERVENTIONS REALISEES	
LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION	87
LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE	88
LES OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT	
ATTESTATIONS D'ASSURANCES	94
Attestation Dommages aux Biens	94
Responsabilité civile	95
Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment)	96
Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement	100
Attestation Tous risques chantiers	101
ANNEXES COMPLEMENTAIRES	102
LE GLOSSAIRE	
LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES	



Envoyé en préfecture le 23/09/2024

Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

EDITORIAL



Madame, Monsieur,

Nous sommes ravis de partager avec vous le Rapport Annuel du Délégataire (RAD) qui recense les actions menées sur votre territoire par le groupe SAUR.

Ce rapport inclut tous les éléments techniques, organisationnels et financiers indispensables pour assurer un suivi régulier du service de l'Eau Potable et des paramètres de performance.

Depuis quelque temps, le stress hydrique est au cœur de nos préoccupations communes. Notre leadership sur la transition hydrique est à votre service pour protéger et défendre l'eau sur vos territoires. Ce défi est mené avec vous et pour vous.

Pour cela, le groupe Saur dédie toute son expertise opérationnelle à la préservation de l'eau et investit fortement dans les outils digitaux pour continuer de vous proposer les solutions les plus innovantes du secteur pour économiser cette précieuse ressource. Le groupe SAUR a énormément investi dans l'innovation pour, par exemple : mieux détecter et prédire les fuites, évaluer le niveau des nappes phréatiques, etc.

La communication de ce RAD doit toujours être l'occasion d'un moment privilégié d'échanges, dans la transparence, et de projection vers l'avenir, afin d'imaginer et construire ensemble la meilleure performance de votre service de l'Eau Potable pour le bien commun.

Nos équipes locales restent à votre écoute et à votre disposition. Je vous remercie de la confiance que vous nous accordez, et de cette collaboration qui vise à redonner à l'eau la valeur qu'elle mérite et de la défendre.

Patrick Blethon

Président Exécutif de Saur





LES CHIFFRES CLES DE CETTE ANNEE



1 station de production



 $211\ 715\ m^3$ produits sur la période de relève ramenés à 365 jours

 $0\,m^3$ importés sur la période de relève ramenés à 365 jours

 $0\,m^3$ exportés sur la période de relève ramenés à 365 jours



211 715 m³ distribués sur la période de relève ramenés à 365 jours



3 stations de surpression

52,709 kml de réseau

1 746 branchements dont 20 neufs



4 fuites sur conduites réparées



100% des analyses ARS bactériologiques conformes100% des analyses ARS physico-chimiques conformes





91,31% de rendement de réseau

0,96 m³/km/j d'Indice linéaire de perte



192 137 m³ consommés sur la période de relève ramenés à 365 jours

Prix de l'eau : **1,90€ TTC/m³** Au 1er janvier 2024 pour une facture de 120 m³



COMPARATIF DES CHIFFRES CLES AVEC L'ANNEE ANTERIEURE

Volumes	2022	2023	Evolution N/N- 1
Volumes produits sur la période de relève de ramenés à 365 jours (m³)	231 726	211 715	-8,64%
Volumes importés sur la période de relève ramenés à 365 jours (m³)	0	0	-
Volumes exportés sur la période de relève ramenés à 365 jours (m³)	0	0	-
Volumes distribués sur la période de relève ramenés à 365 jours (m³)	231 726	211 715	-8,64%
Volumes consommés sur la période de relève ramenés à 365 jours (m³)	207 160	192 137	-7,25%

Patrimoine	2022	2023	Evolution N/N- 1
Linéaire de réseaux (km)	52,709	52,709	0%
Nombre de branchements	1 701	1 746	2,65%

Indices clés	2022	2023	Evolution N/N- 1
Rendement de réseau (%)	89,4%	91,31%	2,13%
Indice Linéaire de Perte (m³/km/jour)	1,28	0,96	-25,08%

Qualité de l'eau (ARS)	2022	2023	Evolution N/N- 1
Nombre d'analyses bactériologiques réalisées	10	11	10%
Taux d'analyses bactériologiques conformes (%)	100%	100%	0%
Nombre d'analyses physico-chimiques réalisées	10	11	10%
Taux d'analyses physico-chimiques conformes (%)	100%	100%	0%

Interventions	2022	2023	Evolution N/N- 1
Nombre de fuites sur conduites réparées	7	4	-42,9%
Nombre de fuites sur branchements réparées	2	0	-100%

Prix de l'eau	2022	2023	Evolution N/N- 1
Prix de l'eau au 1er janvier de l'année suivante pour une facture de 120 m³ (€ TTC / m³)	1,86	1,90	2,15%

Avis de confidentialité - Ce document contient des informations confidentielles, toute diffusion ou reproduction relève de la responsabilité de son destinataire.



LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNEE

Lancement de l'étude patrimoniale par la commune avec le concours du Bureau d'étude Hadès.

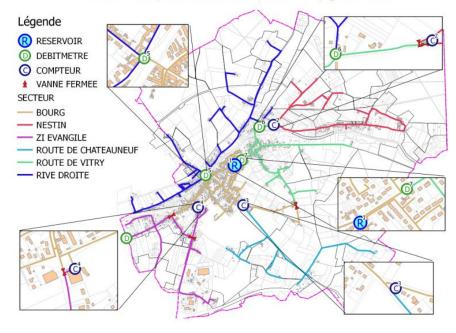
Avril 2023 : remplacement des vannes du surpresseur du stade.

Juillet 2023 : installation de 3 débitmètres de sectorisation :

- Pont du Canal
- Route de Nestin
- Route de Vitry

Débitmètre/compteur	Télégestion
Q1 – Débitmètre distribution général	Oui
Q2 - Compteur surpression Nestin	Oui
Q3 - Compteur surpression La Bretauche	Oui
Q4 - Compteur surpression Stade	Oui
Q5 – Débitmètre sectorisation Pont du canal	Oui
Q6 - Débitmètre sectorisation Route de Nestin	Oui
Q7 - Débitmètre sectorisation Route de Vitry	Oui

Tableau 1: Compteurs/débitmètres suivis pendant la campagne de mesure



Septembre 2023 : achat d'une 2e pompe de forage afin de sécuriser l'alimentation en eau de la commune en cas de panne.





Envoyé en préfecture le 23/09/2024

Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

LA VIE DE VOTRE CONTRAT

Le service de l'eau potable du contrat FAY AUX LOGES est délégué à SAUR dans le cadre d'une Délégation de service public. Le contrat, signé à la date du 1 janvier 2022, arrivera à échéance le 31 décembre 2031.

















Saur

mission water



PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

Préserver la ressource la plus précieuse de notre planète



UNE NOUVELLE AMBITION POUR L'EAU DECLINEE AU PLUS PRES DES TERRITOIRES

Acteur depuis près d'un siècle de la protection de l'eau et de l'environnement, le groupe Saur agit aux côtés des territoires et délivre au quotidien des services essentiels pour et en lien avec ses clients collectivités, entreprises et citoyens.

Forte d'un nouveau projet d'entreprise durable et d'un nouveau positionnement, Saur confirme son engagement pour répondre au mieux aux besoins des territoires et aux défis de la transition écologique et hydrique.

Cette ambition est portée par notre raison d'être :

« Militer pour que tous les acteurs accordent à l'eau la valeur qu'elle mérite,

Gérer l'eau de façon responsable, en qualité et en quantité suffisantes,

Agir et convaincre pour économiser l'eau,

Inventer de nouveaux modèles pour préserver la ressource la plus précieuse de notre planète ».

Nous déclinons à horizon 2025 notre stratégie et volonté d'action et de changement au travers de 9 engagements de développement durable comme :

- Vendre des économies d'eau et plus uniquement des m³,
- Contribuer à la décarbonation des industries,
- Innover en continu, plus vite et de façon responsable,
- Contribuer à la vie locale, autant économique que sociale...

A ces engagements s'ajoutent de nouveaux objectifs de performance extra-financière :

- -0,5 % par an de volumes d'eau prélevés par abonné
- -83 % d'intensité carbone de ses opérations en 2025 par rapport à 2020, etc.

Pour en savoir plus, consulter le rapport intégré de Saur, disponible sur le site saur.com.



SAUR ET VOUS, ALLIER QUALITE DE SERVICE, PROXIMITE ET PERFORMANCE DE VOTRE CONTRAT

Pour répondre au mieux à vos besoins et pour atteindre ses objectifs de protection de la ressource, Saur a adopté un maillage permettant de déployer sur chacun des territoires les moyens opérationnels et techniques adéquats. Au sein de sa division Eau France, Saur et ses filiales Cise TP et Stereau concentrent également toutes les expertises nécessaires à l'amélioration de la performance de votre contrat et au développement de votre patrimoine réseau et usine.

Pour opérer au quotidien vos services d'eau et d'assainissement et vous garantir réactivité et efficacité, Saur assure une couverture nationale grâce à 5 Directions Régionales, 22 Directions d'Exploitation en charge de l'exécution de votre contrat et 16 Centres de Pilotage Opérationnel (CPO) qui centralisent la supervision et le pilotage en temps réel de votre exploitation





LE CPO ANIMATEUR D'EXCELLENCE OPERATIONNELLE

Le Centre de Pilotage Opérationnel est une véritable « tour de contrôle » qui rassemble des experts, techniciens et spécialistes dans des domaines aussi variés que les processus de traitement, l'hydraulique, la maintenance, la cartographie. Il intègre, traite, analyse et valorise en continu des données issues d'une multitude de capteurs innovants et Hi-Tech qui suivent votre patrimoine 24h/24.

Des experts métiers permettent de garantir une gestion optimale de vos installations et mettent leurs compétences à votre service en intégrant les enjeux spécifiques à votre territoire.

Des spécialistes traitent, analysent et véhiculent en temps réel des milliers de données, directement issues du terrain, en vue d'en assurer la traçabilité et l'analyse pour vous accompagner au mieux dans la maîtrise de la politique de l'eau de votre territoire.

Le CPO, garant d'une liaison permanente entre experts, ordonnanceurs et équipes de terrain, permet de suivre en temps réel et d'analyser les éléments du réseau grâce aux remontées d'information des différents capteurs.

Le CPO met à votre disposition le meilleur de la technologie en vous faisant bénéficier des dernières avancées en matière de R&D et d'innovation.



Cette organisation nous permet de proposer un service adapté aux besoins spécifiques de chaque collectivité pour répondre aux exigences des territoires en offrant à tous l'excellence d'une même qualité de service à un prix maitrisé.



AGIR POUR L'EAU, DES SOLUTIONS ET INNOVATIONS

Nous promouvons des services innovants pour accompagner les territoires dans leur transition écologique et favoriser la protection de la ressource, trouver de nouvelles sources d'économies d'énergie et de réemploi tout en optimisant les performances de vos équipements et installations.

Le développement de technologies intelligentes dans le domaine de l'eau est un axe clé de notre politique d'innovation. SAUR innove en partenariat avec des sociétés spécialisées, afin de relever les défis de demain : gestion de la ressource, gestion du patrimoine, sécurisation de la ressource et de la distribution et suivi permanent de la qualité de l'eau.

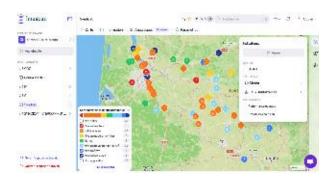
ENJEU 1: GESTION, SURVEILLANCE ACTIVE ET PRESERVATION DE LA RESSOURCE - EMI

1 ANTICIPEZ LES IMPACTS DU RISQUE DE SECHERESSE

Les données issues des ouvrages de production (puits, forage) et d'observation (piézomètre) vous sont mises à disposition sous **EMI** ou « Interface de gestion des données environnementales » (courbe de niveau, courbe enveloppe, suivi du biseau salé, etc.).

EMI, permet:

- De gérer en continu et de sécuriser la ressource en connaissant parfaitement ses aspects qualitatifs et quantitatifs et leur évolution dans le temps;
- D'anticiper les risques de sécheresse et de dégradation de la ressource grâce aux modèles prédictifs;
- De pérenniser la ressource et d'optimiser son exploitation grâce à l'expertise délivrée chaque année sur votre contrat par des hydrogéologues.



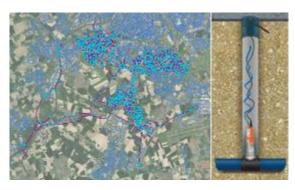
Exemple de vue d'un territoire (points surveillés)



Exemple d'un tableau de bord d'un forage surveillé par EMI

2 AMELIORER LA PERFORMANCE DES RESEAUX D'EAU POTABLE EN DETECTANT LES FUITES PLUS RAPIDEMENT

- Sewerin SEPEM 351 LoRa permet :
- d'assurer une prélocalisation des fuites afin de les localiser et réparer au plus vite
- o une écoute acoustique fiable en continu des réseaux.



ENIGMA3M© permet :

- des écoutes acoustiques **géolocalisées**
- des corrélations systématiques à distance de nuit pour déterminer l'emplacement précis des fuites





③ PRESERVER VOTRE PATRIMOINE ET LIMITER LES VOLUMES DE PERTE PAR UNE SURVEILLANCE EN CONTINUE DES PHENOMENES TRANSITOIRES

Pipeminder de Syrinix© permet :

- de suivre en continu les phénomènes transitoires et l'évolution des pressions dans les conduites
- proposer des solutions pour limiter les à-coups hydrauliques qui fragilisent le réseau





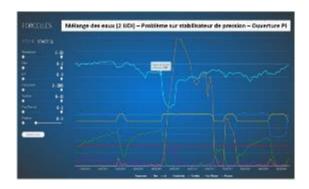
ENJEU 2 : SECURISATION ET SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'EAU

4 AMELIORER EN TEMPS REEL LA PERFORMANCE ET LA FIABILITE DES RESEAUX DE DISTRIBUTION D'EAU

EFS Probe© (sondes multiparamètres) permet :

- D'assurer la détection rapide d'anomalies ou de zones de défaillances critiques;
- D'anticiper les dysfonctionnements ;
- De sécuriser 24h/24 la distribution d'eau aux abonnés :
- D'obtenir une meilleure maîtrise de la qualité de l'eau et de son évolution dans les réseaux.

Réseau « sentinelle » : sécurisation de l'eau distribuée aux abonnés



Exemple de suivi d'évènement en réseau de distribution

5 GARANTIR LA SECURITE SANITAIRE DE L'EAU : R&D

Les procédés de la R&D de SAUR :

- Le CarboPlus© permet d'éliminer un très large spectre de micropolluants dans l'eau (dont les métabolites de pesticides) et des résidus médicamenteux à un coût maîtrisé.
- Le CarboPlus© est l'outil le plus adapté pour éliminer les sous-produits de dégradation de pesticides ou leurs métabolites (i.e. Métolachlore, Chlorothalonil, Chloridazone) ou les micropolluants émergeants (i.e. PFAS). Ces molécules font l'objet d'un suivi et d'une limite de qualité dans les eaux distribuées à 0.1 μg/l (métabolites pertinents et les 20 PFAS de la Directive Européenne), ou 0.9 μg/l (métabolites non pertinents) Elles sont très présentes dans les eaux de surface ou souterraines qui nous servent à la production d'eau potable.
- Le Calcyle© est une solution visant à réduire significativement la dureté de l'eau. Ce traitement permet de protéger le réseau de distribution et de diminuer la gêne occasionnée par des eaux trop dures chez le consommateur.

ENJEU 3: MAITRISE DE LA CONSOMMATION ET NOUVEAUX SERVICES AUX ABONNES

6 MIEUX INFORMER LES CLIENTS GRACE A UNE TELERELEVE REELLEMENT INTER-OPERABLE

Grâce au suivi fin de la consommation des compteurs d'eau, la **Télérelève*** permet :

- Aux consommateurs particuliers : de suivre au quotidien leurs consommations d'eau et d'être alertés en cas de consommation anormale.
- Aux consommateurs professionnels: de grouper leurs compteurs sur un même espace de suivi et de disposer d'un accompagnement personnalisé à la réduction de leur consommation par des bilans horaires.
- A la collectivité: au travers d'un portail dédié, de garder la maîtrise de son parc de télérelève en toute transparence, de suivre plus finement l'évolution des rendements de réseaux sectorisés et de maîtriser les consommations de ses compteurs communaux.

*Pour les contrats équipés et où le service a été déployé



PLAN DE GESTION DE LA SECURITE SANITAIRE DE L'EAU : NOS SOLUTIONS AU SERVICE DE L'EAU

ANTICIPER LA REGLEMENTATION : NOTRE EXPERIENCE AU SERVICE DE VOTRE COLLECTIVITE.

La mise en place des **PGSSE** (Plans de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau), est la prochaine grande transformation du paysage réglementaire national. Depuis la parution de la nouvelle Directive Européenne sur l'eau potable du 16 décembre au JO de l'Union Européenne le 23 décembre 2020, **la France se doit de**

Les PGSSE vont devenir réglementairement obligatoires sur toute la chaîne d'approvisionnement en eau : de la zone de captage jusqu'au robinet de l'usager.

retranscrire cette directive en droit français d'ici 2 ans.

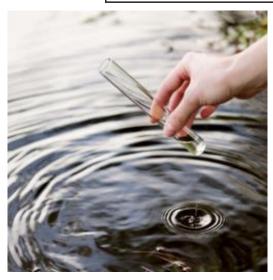
Votre collectivité en tant que Personne Responsable de Production et de la Distribution de l'Eau (ou PRPDE) sera donc tenue d'initier cette démarche d'amélioration continue sur l'ensemble de votre périmètre.

Le Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l''Eau en quelques mots :

- Stratégie générale de prévention et d'anticipation,
- Approche fondée sur l'analyse des risques en matière de sécurité sanitaire de l'eau,
- Vise à garantir en permanence cette sécurité sur l'ensemble du processus.

Il est basé sur l'évaluation et la gestion des risques intégrant toutes les étapes depuis la ressource en eau, son traitement et sa distribution jusqu'au robinet du consommateur.





Pilotée par la PRPDE, SAUR, fort de son expérience, qui a participé activement au Groupe de Travail ASTEE sur cette thématique sous le mandat de la Direction Générale de la Santé., pourra à vos côtés assurer l'accompagnement de la démarche au moyen de supports méthodologiques qui ont été établis à cet effet.

Les principales étapes de l'établissement du PGSSE, adapté à votre territoire, s'inscrivent dans une **démarche d'amélioration continue**. Elles peuvent se résumer en six phases principales qui intègrent les 10 modules préconisés par le Guide ASTEE :

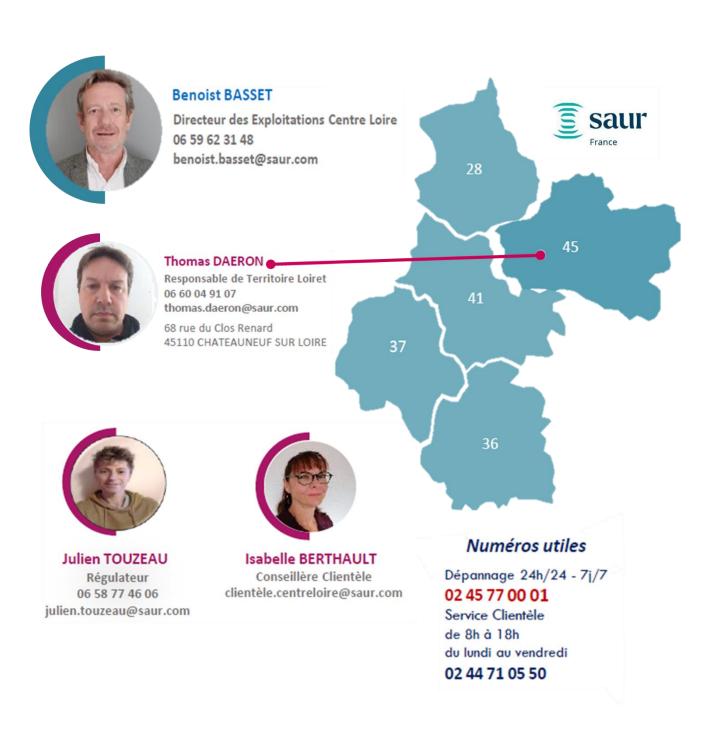
- 1.Initiation de la Démarche PGSSE et constitution de l'équipe PGSSE
- 2.Évaluation des Risques intrinsèques (Ri = Gravité x Fréquence d'apparition)
- 3. Définition des mesures de maîtrise et de surveillance
- 4. Évaluation des Risques Résiduels
- 5. Mise en place d'un plan d'action PGSSE afin de diminuer le Risque Résiduel
- 6.Méthode et outil de déploiement et de suivi de l'efficacité

Grâce à ce partenariat renforcé, nous anticiperons les risques sanitaires et nous améliorons durablement notre performance opérationnelle sur votre les territoires afin de mieux préserver votre patrimoine et de répondre aux grands enjeux du PGSSE.



LES REPRESENTANTS DU CONTRAT

Secteur LOIRET



Lignes directes réservées aux Élus





VOTRE PATRIMOINE

Synthèse de votre patrimoine		
Stations de production	1	
Stations de surpression	3	



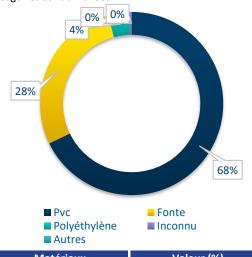
LE RESEAU

Patrimoine	2023
Linéaire de réseaux (km)	52,709

Le réseau de distribution se compose de conduites de transport, également appelées feeders, qui ont généralement un diamètre supérieur à 300 mm, ainsi que de conduites de distribution.

Répartition des canalisations par matériaux :

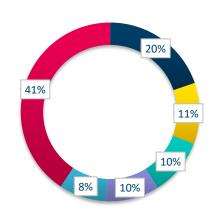
Dans les graphiques de répartition du linéaire par diamètre et matériaux, seules les cinq premières catégories sont affichées.

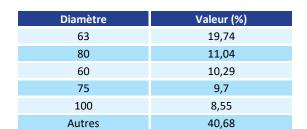


Matériaux	Valeur (%)
Pvc	67,82
Fonte	28,03
Polyéthylène	3,75
Inconnu	0,41



Répartition des canalisations par diamètre :





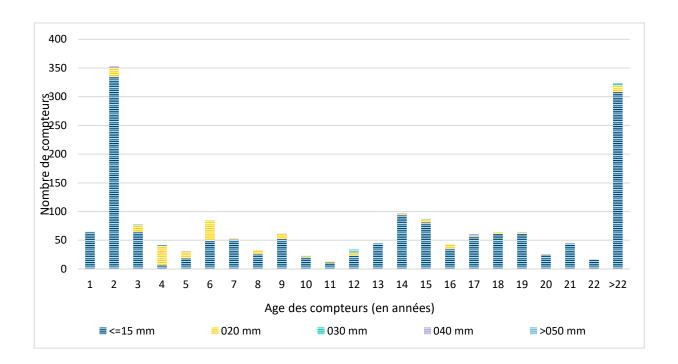
■ 63 ■ 80 ■ 60 ■ 75 ■ 100 ■ Autres



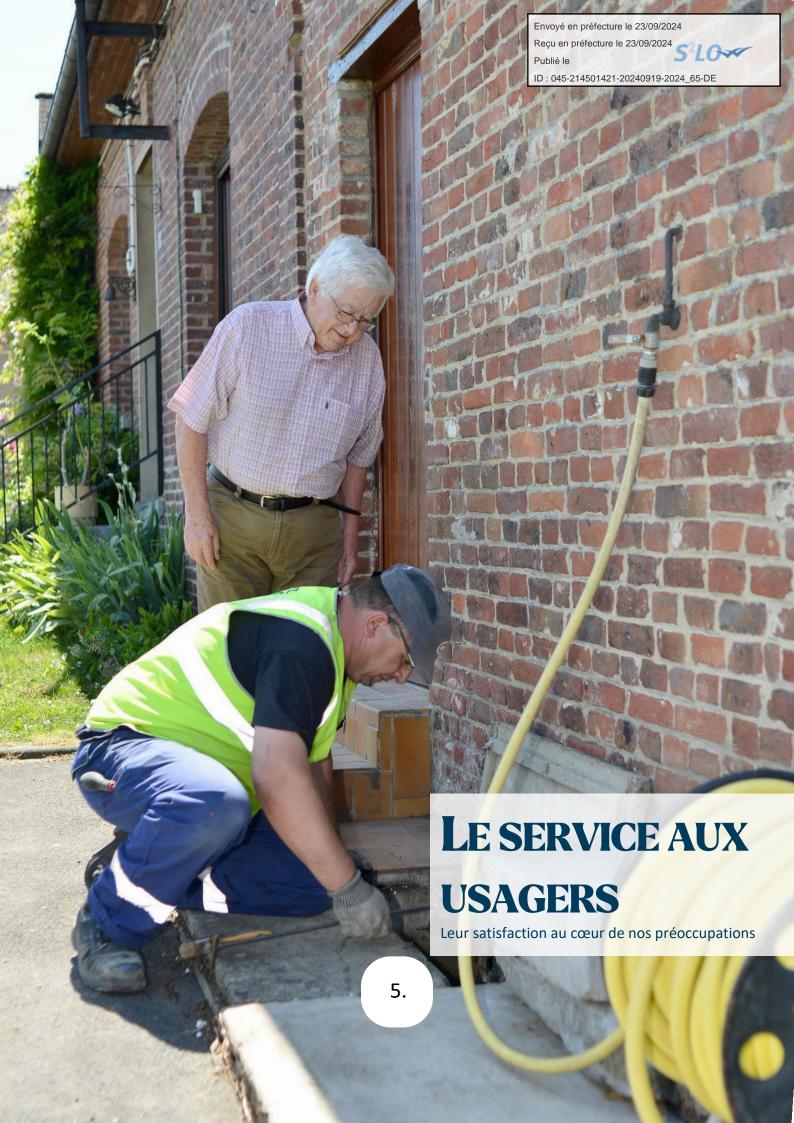
LES COMPTEURS

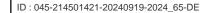
Il y a au total 1 746 compteurs. 259 compteurs ont été renouvelés sur l'année 2023.

Répartition des compteurs répertoriés sur le contrat selon le millésime des compteurs et leur diamètre en 2023. :









VOS BRANCHEMENTS

	2022	2023
Nombre de branchements	1 701	1 746

<u>Le Branchement</u>: Il s'agit de l'ensemble de canalisations et d'équipements qui relient la partie publique du réseau de distribution d'eau au réseau de distribution privé d'un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d'arrêt d'eau et un compteur.

<u>Le Compteur :</u> C'est un équipement intégré au branchement qui permet de mesurer le volume d'eau consommé par le client.

<u>Le Client</u>: C'est une personne physique ou morale titulaire d'un contrat.

<u>Les contrats abonnés</u>: Il s'agit du nombre de contrats souscrits. Un client peut signer un ou plusieurs contrats.

Cas général:

1 Client = 1 Contrat = 1 Branchement = 1 Compteur

Cas particuliers:

- -1 Client = 1 Branchement = 2 Compteurs
 - Compteur domestique
 - Compteur d'arrosage



LES VOLUMES CONSOMMES COMPTABILISES HORS VENTE EN GROS (VEG)

	2022	2023
Volumes consommés comptabilisés hors VEG (m³)	207 160	192 137

Les volumes consommés comptabilisés : Conformément au décret de décembre 2013, les volumes au niveau de la synthèse sont ajustés sur une période de 365 jours. Les volumes en annexes sont relevés au niveau des compteurs clients pendant la période de relève pour être le plus représentatifs par rapport à la relève réelle des compteurs.

Les volumes d'eau potable consommés comptabilisés par les clients du périmètre de votre contrat n'incluent pas les ventes d'eau en gros et/ou les volumes exportés.

Attention:

Les volumes consommés comptabilisés hors VEG peuvent être différents des Volumes facturés (dégrèvements). Les volumes consommés comptabilisés hors VEG sont composés des volumes relevés ainsi que des volumes estimés.

<u>Les volumes facturés</u>: Volumes consommés, ajustés en fonction des corrections administratives éventuelles (dégrèvements, réajustements, annulations et réémissions de factures, etc.).

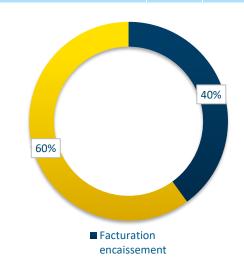
Le présent rapport indique les volumes consommés comptabilisés, tandis que le décompte de gestion présente les volumes facturés.





LA RELATION AVEC LES CLIENTS: LES RECLAMATIONS REÇUES

Motifs de réclamations (tous modes de transmission)	2022	2023
Facturation encaissement	0	4
Qualité de service	0	6



Nombre de réclamations écrites (mail ou courrier) reçues en 2023 6





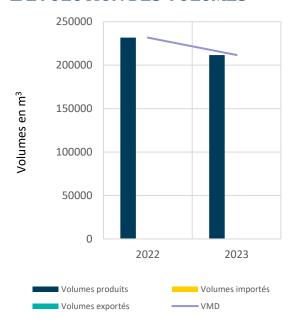
LA SYNTHESE DES VOLUMES

Les volumes présentés dans les sections ci-dessous sont extrapolés sur la période de relève et ramenés sur 365j afin de répondre aux exigences du décret de décembre 2013.

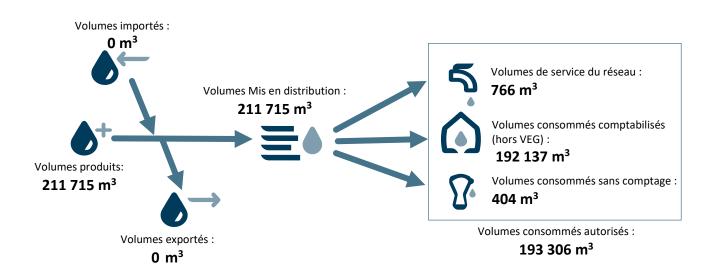
Synthèse des volumes (m³) transitant dans le réseau	2022	2023
Volumes produits	231 726	211 715
Volumes importés	0	0
Volumes exportés	0	0
Volumes mis en distribution	231 726	211 715
Volumes consommés comptabilisés hors VEG	207 160	192 137

- les volumes produits sont les volumes issus des ouvrages du service et introduits dans le réseau de distribution.
- les volumes importés sont les volumes d'eau en provenance d'un service d'eau extérieur.
- les volumes exportés sont les volumes d'eau livrés à un service d'eau extérieur.
- les volumes mis en distribution correspondent à la somme des volumes produits et importés, auxquels on soustrait les volumes exportés.
- les volumes consommés autorisés sont la somme des volumes consommés comptabilisés hors vente en gros sur 365 jours, des volumes sans comptage (essai de poteaux d'incendie, arrosage, ...) et des volumes de service du réseau (purges, nettoyage de réservoirs, ...).

L'EVOLUTION DES VOLUMES



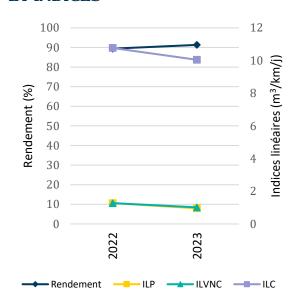








L'EVOLUTION DES RENDEMENTS ET INDICES



LES RENDEMENTS DU RESEAU

	2022	2023
Rendement primaire (%)	89,4%	90,8%
Rendement IDM (%)	89,4%	91,31%

- le rendement primaire correspond au ratio des volumes consommés sur les volumes mis en distribution.
- le rendement IDM correspond au ratio des volumes d'eau consommés autorisés sur les volumes mis en distribution

Le vieillissement du réseau est l'un des principaux facteurs de dégradation du réseau. Une politique de gestion patrimoniale adaptée permet d'optimiser les performances de vos réseaux.



L'INDICE LINEAIRE DE PERTES (ILP)

	2022	2023
Indice linéaire de pertes (m³/km/j)	1,28	0,96

• l'Indice Linéaire de Pertes (ILP) correspond au volumes perdus par jour et par kilomètre de réseau.

Cet indicateur permet de quantifier, par kilomètre de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés. Il permet de mesurer la performance du réseau en fonction de sa nature.

L'Indice Lineaire des VOLUMES NON COMPTES (ILVNC)

	2022	2023
Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)	1,28	1,02

• l'Indice Linéaire des volumes non comptés (ILVNC) correspond au ratio des volumes non comptés par jour, par kilomètre de réseau.

Cet indicateur permet de quantifier, par kilomètre de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution reflètent la mise en œuvre de la politique de comptage aux points de livraison et l'efficacité de la gestion du réseau.

L'Indice Lineaire de consommation (ILC)

	2022	2023
Indice linéaire de consommation (m³/km/jour)	10,77	10,05

• l'Indice Linéaire de consommation (ILC) correspond au ratio des volumes consommés autorisés et des volumes exportés par kilomètre de réseau.

Ce ratio est utilisé pour évaluer la conformité du rendement du réseau.



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE



LA CONSOMMATION ENERGETIQUE

Le tableau ci-après présente les consommations d'énergie calculées à partir de la facturation du distributeur pour l'ensemble du contrat au cours de l'exercice, et prennent en compte toutes les corrections de facturation : avoirs et rattrapages.

	2022	2023
Consommation en KWh	63 265	56 554

Face au défi environnemental et climatique et à la nécessité absolue de réduire drastiquement les émissions humaines de CO2, de nombreuses entreprises françaises se sont engagées dans la transition énergétique.

Dans ce cadre, SAUR a mis en place un plan d'action visant à optimiser ses consommations d'énergie. Des améliorations des conditions d'exploitation sont apportées, et un suivi de l'évolution des consommations d'électricité est réalisé tous les mois sur l'ensemble du parc, afin de détecter d'éventuelles dérives.





L'eau potable est une denrée alimentaire, c'est pourquoi elle fait l'objet d'un suivi régulier et rigoureux. SAUR œuvre chaque jour afin de vous fournir, en toutes circonstances, de l'eau de grande qualité.

Le code de la santé publique (CSP, articles L1321-1 à 10 et R1321-1 à 63) précise les dispositions à respecter par la personne publique responsable de la production et de la distribution des eaux. Ce chapitre présente les résultats de conformité de l'eau par rapport à la réglementation, en distinguant les paramètres bactériologiques et physico-chimiques.

Par ailleurs, il vous est présenté en annexe une synthèse des problématiques émergentes de qualité d'eau, en lien avec les évolutions du contexte réglementaire :

- la problématique des pesticides et de leurs métabolites,
- la problématique des PFAS,
- la problématique des nouveaux paramètres et seuils réglementaires liés à la Transcription de la Directive Européenne Eau,
- la problématique des nouvelles exigences pour l'autocontrôle réalisé par la PRPDE, liée à l'arrêté du 30 décembre 2022,
- la problématique de la mise en place des PGSSE, en lien avec l'arrêté du 3 janvier 2023.

SAUR est bien entendu à disposition pour vous accompagner dans la gestion de ces nouvelles problématiques le cas échéant.



SYNTHESE QUALITATIVE DE TOUS TYPE D'EAU HORS EAU BRUTE EN 2023

<u>Taux de conformité des analyses pour tous les types</u> d'eau analysés dans le contrat hors eau brute :

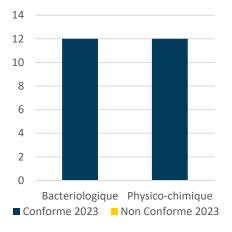
Type d'analyse	2022	2023
Analyses Bactériologiques	100%	100%
Analyses Physicochimiques	100%	100%

Nombre total d'analyses non-conformes pour tous les types d'eau analysés dans le contrat hors eau brute :

Type d'analyse	2022	2023
Analyses Bactériologiques	0	0
Analyses Physicochimiques	0	0

Le détail des non-conformités est présenté en annexe.

Nombre d'analyses conformes et non-conformes pour tous les types d'eau analysés dans le contrat :



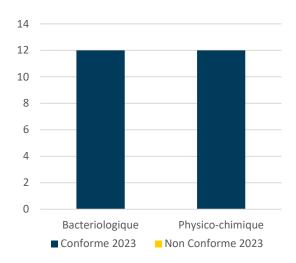






L'eau distribuée est celle disponible chez les clients après passage dans le réseau de distribution.

Nombre d'analyses d'eau distribuée conformes et non conformes :



Nombre total d'analyses d'eau distribuée nonconformes :

Type d'analyse	2022	2023	
Analyses Bactériologiques	0	0	
Analyses Physicochimiques	0	0	

Le détail des non-conformités est présenté en annexe.

Taux de conformité des analyses d'eau distribuée :

Type d'analyse	2022	2023	
Analyses Bactériologiques	100%	100%	
Analyses Physicochimiques	100%	100%	







LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION

Bilan des interventions d'exploitations

Tout au long de l'année, SAUR réalise des opérations sur les installations et le réseau de la collectivité afin d'assurer la bonne distribution de l'eau.

Synthèse du nombre d'interventions par type	2022	2023	
Nettoyage des réservoirs	2	0	
Nombre de campagnes de recherche de fuites	1	1	
Linéaires inspectés (ml)	700	20	
Réparation de fuites ou de casses sur conduite	7	4	
Réparation de fuites ou de casses sur branchement	2	0	
Interventions d'entretien	2	1	

Le détail des interventions se trouve en annexe.

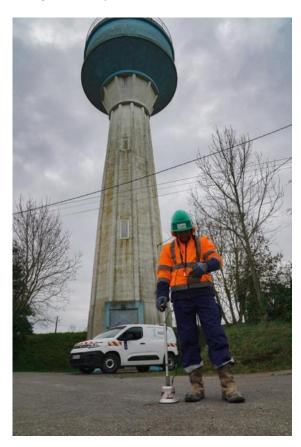
Mise en sécurité des ouvrages de stockage

L'article L4121-1 du Code du Travail impose à l'employeur d'assurer la sécurité et la santé des travailleurs. Le risque de chute de hauteur est un risque majeur identifié dans le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels de SAUR. Les agents qui interviennent dans le cadre du lavage, de la maintenance ou de l'exploitation des réservoirs sont exposés à ce risque.

Fortement sensibilisée depuis le décès en 2018 d'un agent salarié de l'entreprise lors d'une intervention de lavage de réservoir sur tour dans la Manche, SAUR met en œuvre des mesures conservatoires afin de supprimer ce risque lorsqu'il est présent. L'état des lieux dressé par un groupe de travail national spécialisé en Prévention des Risques a conduit à la révision des procédures d'intervention en hauteur et à la réalisation d'audits de sécurité ciblés. Ces audits ont pour objectif d'évaluer les éventuelles carences constatées au regard des normes actuelles, de présenter les mesures correctives nécessaires et d'estimer le montant des travaux pour la mise en conformité des ouvrages concernés. Suivant l'avancement, nos équipes sont amenées à vous présenter les conclusions, accompagnées, lorsque cela s'avère nécessaire, de l'estimation des travaux (sécurisation des voies d'accès, installation de protections collectives...).

Nous sommes convaincus de l'importance que vous accordez à cette exigence de sécurité à déployer dans vos ouvrages et vous invitons à vous reporter au chapitre

dédié aux propositions d'amélioration si l'un de vos ouvrages a fait l'objet d'un audit cette année



Source de pertes dans les réseaux d'eau :

L'origine des fuites, qu'elles soient dues à des fissures de canalisation, à des colliers de prise en charge défectueux ou à des joints détériorés, nécessite une action pour les détecter rapidement et efficacement. L'instrumentation des réseaux par l'installation de capteurs permanents ou temporaires connectés à des systèmes de télégestion offre une solution concrète. Ces capteurs améliorent les techniques de corrélation acoustique, facilitant ainsi la détection des fuites.

Le vieillissement du réseau reste un défi majeur. Pour atténuer son impact, une politique de gestion patrimoniale adaptée s'impose. En vous proposant d'investir dans la modernisation et la mise à niveau des infrastructures, il est possible d'optimiser les performances de vos réseaux tout en prolongeant leur durée de vie, assurant ainsi une distribution fiable de l'eau potable.



ID: 045-214501421-20240919-2024

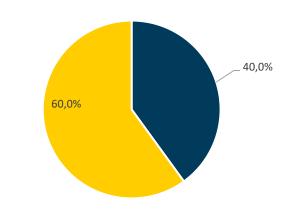


LES INTERVENTIONS DE **MAINTENANCE**

Les opérations de maintenance ont pour but de maintenir ou de rétablir un groupe fonctionnel, un équipement ou du matériel dans un état spécifié, ou de leur restituer les caractéristiques de fonctionnement requises.

Répartition des interventions de maintenance selon leur type

Nombre d'interventions de maintenance selon leur type	2022	2023
Entretien niveau 2	8	2
Contrôles réglementaires	4	3



■ Entretien Nv 2 Contrôles réglementaires

Les interventions de contrôles réglementaires ont pour objectif de vérifier la conformité des installations et des équipements suivants, dans le but de garantir la sécurité du personnel:

- installations électriques
- systèmes de levage
- ballons anti-béliers

Les interventions d'entretien de niveau 1 : désigne les opérations de maintenance préventive et/ou corrective simples (réglages, remplacement de consommables, graissages ...). Ce type d'entretien n'est pas abordé dans le rapport.

Les interventions d'entretien de niveau 2 : désigne les opérations de maintenance préventive et/ou corrective de complexité moyenne (réparations réalisées en ateliers spécialisés, remplacement d'équipements ou sous équipements). L'entretien 2ème niveau n'inclut pas les opérations de renouvellement dans le cadre du compte de renouvellement et/ou du programme de renouvellement

Ces interventions de maintenance peuvent être soit de nature :

- curative: opération faisant suite à un dysfonctionnement ou à une panne.
- préventive : opération réalisée lors du fonctionnement normal d'un équipement afin d'assurer la continuité de ses caractéristiques de marche et d'éviter l'occurrence d'une panne.

Contrôles métrologiques : ils permettent de vérifier la justesse des appareils de mesures (débitmètres, préleveurs entrée / sortie STEP, échelles de mesure hauteurs ...) afin d'assurer et contrôler la fiabilité des données récoltées.



Répartition des interventions de maintenance selon leur nature curative ou préventive.

Nature	2022	2023
Curatif	8	2





Envoyé en préfecture le 23/09/2024

Reçu en préfecture le 23/09/2024 52LO

Publié le

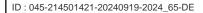
ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Installation	Situation actuelle - Problématique	Libellé du projet	Obligation légale	Nature du Risque	Délai	Montant estimatif (k€ HT)
Station de production	Lavage des filtres	Automatisation du lavage des filtres		QSE	Moyen terme	A chiffrer
Station de production	Eaux de lavage	Réutilisation des eaux de lavage		E	Moyen terme	A chiffrer
Réseaux	Gestion patrimoniale	Programme de renouvellement des canalisations		QSE		
Surpression de la bretauche	Matériel vétuste	Renouvellement du surpresseur par un groupe à variateur de vitesse		QS	Court terme	
Réseau	Problématique CVM	Renouvellement de canalisations et étude de bouclage		QS	Court terme	
Station de production	Sécurisation de l'approvisionnement	Mise en place d'un inverseur de source sur la station		QS	Court terme	

Nature du risque : **Q** : Qualité S : Sécurité E : Environnement









SAUR

26/04/2024

COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION **ANNEE 2023**

(en application du décret du 14 mars 2005)

GESTION DU SERVICE EAU POTABLE

CENTRE-OUEST CENTRE PAYS DE LOIRE Région Centre

Département LOIRET

COMMUNE DE FAY AUX LOGES - AEP Collectivité

LIBELLE En milliers d'Euros	Année 2022	Année 2023	Ecart en %
PRODUITS	385,4	354,6	-8,0
Exploitation du service	149,1	137,9	
Collectivités et autres organismes publics (estimations)	220,0	184,0	
Travaux attribués à titre exclusif	11,7	23,6	
Produits accessoires	4,5	9,1	
CHARGES	362,8	352,8	-2,8
Personnel	37,3	52,2	
Energie électrique	9,7	12,6	
Produits de traitement	0,7	0,3	
Analyses	4,6	1,3	
Sous-traitance, matières et fournitures	13,1	13,5	
Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1)	1,5	0,8	
Autres dépenses d'exploitation	19,9	29,1	
 Télécommunications, poste et télégestion 	0,4	0,7	
- Engins et véhicules	8,5	10,0	
- Informatique	6,6	13,0	
- Assurances	0,4	0,4	
- Locaux	3,1	3,6	
- Divers	0,8	1,4	
Contribution des services centraux et recherche	24,2	23,9	
Collectivités et autres organismes publics (estimations)	220,0	184,0	
- Part collectivité	189,0	136,0	
 Autres organismes publics 	31,0	48,0	
Charges relatives aux renouvellements	28,1	22,9	
 Pour garantie de continuité du service 	7,8	1,1	
- Programme contractuel	5,8	6,2	
- Fonds contractuel	14,6	15,6	
Charges relatives investissements du domaine privé	3,2	10,6	
Pertes sur créances irrécouvrables & contentieux	0,5	1,5	
RESULTAT AVANT IMPOT	22,6	1,8	-91,
Impôt sur les Sociétés (calcul normatif)	5,8	0,5	
RESULTAT	16,8	1,4	-91,

⁽¹⁾ Si Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles: y compris redevance domaniale: département, région, Etat et redevance d'occupation du domaine public de la collectivité.

Conforme à la circulaire FP2E du 31/01/2006 Réf: 150-025003 -452100 -01 2023120

(2) Si Annuités emprunt collectivité prises en charge : comprennent: annuités d'emprunt, amortissements droits d'exploitation et charges financières contractuelles.

Validé le 26/04/2024



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Focus énergie électrique 2023 :

Comme toute entreprise, la crise de l'énergie qui a démarré fin 2021 a impacté les contrats d'électricité de SAUR.

Les effets de cette crise de l'énergie ont été fortement limités en 2022 du fait de prises de positions sur les marchés de gros en amont de celle-ci.

La crise énergétique a impacté plus fortement les prix de l'électricité sur 2023 car davantage de volumes ont été réservés à des niveaux de prix de marché importants.

Au plus fort de la crise, en été 2022, les prix de marché de l'électricité ont pu être multipliés par 15.

SAUR a ainsi vu ses coûts de l'électricité augmenter en moyenne de +54% en 2023 par rapport à 2022.

Cette augmentation moyenne n'est pas linéaire et est très disparate selon les profils de consommation.

En effet du fait des tensions d'approvisionnement en gaz et des risques de délestage lors des pointes, les prix en heures pleine et en hiver ont davantage augmenté que les prix en été et en heure creuses.

La dépense en électricité 2023 sur votre contrat est donc le résultat de cette situation (forte augmentation des prix, mix consommations été/hiver et HP/HC).

Le marché de l'électricité a fortement baissé depuis plusieurs mois mais est encore loin de son niveau pré-crise.

Du fait de l'inertie entre évolution des marchés de gros, négociation des contrats d'énergie et réception des factures d'électricité, la baisse de ces prix de marché ne se fera sentir qu'à partir de 2025.

METHODES ET ELEMENTS DE CALCUL DU CARE

Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) ci-joint est préparé conformément à l'article 2 de la loi du 08/02/1995, qui impose au délégataire de service public l'obligation de publier un rapport annuel. Ce rapport a pour objectif d'informer le délégant sur les comptes financiers, la qualité de service et l'exécution du service public délégué.

La présentation du CARE est en conformité avec les directives de la circulaire n° 740 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau, et elle tient compte des recommandations formulées par le Comité "Secteur public" de l'Ordre des experts-comptables, telles que présentées dans ses ouvrages "Le rapport annuel du délégataire de service public" et "L'eau et l'assainissement, déclinaison sectorielle du rapport annuel du délégataire de service public", publiés dans la collection "Maîtrise de la gestion locale".

En plus de cette circulaire, celle du 31/01/2006, en application du décret 2005-236 du 14/03/2005, a été ajoutée. Cette circulaire inclut les chiffres de l'année en cours, et à partir de l'exercice 2006, ceux de l'année précédente sont également mentionnés. La variation constatée (en pourcentage) entre l'année en cours et l'année précédente est systématiquement indiquée.

L'annexe au Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation a pour objectif d'expliquer les méthodes de préparation de la partie financière du rapport annuel, y compris ses composantes. Elle commence par présenter les différents niveaux d'organisation du rapport.

Modalités d'établissement du compte annuel du résultat de l'exploitation et composantes des rubriques :

Le CARE regroupe, par nature, l'ensemble des produits et des charges imputables au contrat de délégation de service public permettant de déterminer l'économie du contrat.

1) **PRODUITS** • la rubrique "Produits" comprend :

Exploitation du Service : le montant total, hors TVA, des produits d'exploitation (part fermière) se rapportant à l'exercice.

<u>Collectivités et autres organismes publics</u>: le montant total, hors TVA, des produits collectés pour le compte de la Collectivité ainsi que les diverses taxes et redevances perçues pour le compte des organismes publics.

<u>Travaux attribués à titre exclusif</u>: le montant total, hors TVA, des travaux réalisés dans le cadre du contrat, par application d'un bordereau de prix annexé à ce contrat.

<u>Produits accessoires :</u> les montants hors TVA facturés, conformément aux dispositions du contrat de délégation, aux clients abonnés au service, dans le cadre de prestations ponctuelles.

2) CHARGES • les charges relatives au contrat, reprises dans le CARE, conformément à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006 peuvent être classifiées de la manière suivante



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Des charges directement affectées au contrat : il s'agit essentiellement des charges du Secteur, ainsi que celles des services mutualisés du Territoire. Elles comprennent :

- Des charges directes faisant l'objet d'une comptabilisation immédiate sur le contrat,
- Des charges réparties dont une quote-part est imputée au contrat en fonction de clés de répartition techniques, différentes selon la nature des charges afin de tenir compte de la clé économiquement la mieux adaptée (gestion technique, gestion clientèle, engins et véhicules...).
 - La gestion technique (ingénieurs et techniciens d'exploitation, chimistes, logiciels techniques, télégestion, cartographie...) est répartie sur chaque contrat en fonction du Chiffre d'Affaires du contrat par rapport au Chiffre d'Affaires du Territoire.
 - La gestion clientèle (frais de personnel du service clientèle, plateforme téléphonique, frais de facturation, frais d'affranchissement, frais de relance...) est imputée sur chaque contrat proportionnellement au nombre de clients du contrat.
 - Les frais « engins et véhicules » sont imputés sur chaque contrat du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.
- Des Charges réparties entre les contrats : ces charges sont réparties au prorata de la Valeur Ajoutée Analytique (VAA) du contrat. Il s'agit notamment :
 - Des « Frais de Territoire et de secteur » représentant des frais d'encadrement du contrat répartis par nature de charge,
 - Des "Frais de structure centraux" représentant la contribution du contrat aux services Centraux et à la Recherche et Développement.
- Des Charges économiques calculées : il s'agit de charges (investissements réalisés par le délégataire) dont les paiements sont effectués à une périodicité différente de l'exercice. Afin de faire ressortir de façon régulière l'économie du contrat, ces charges sont lissées sur toute la durée de celui-ci.

CHARGES ● La rubrique "charges" comprend :

<u>Personnel</u>: Cette rubrique correspond au coût du personnel de la société, incluant les salaires et charges sociales et les frais annexes de personnel (frais de déplacement, vêtements de travail et de sécurité, plan d'épargne entreprise...) ainsi qu'au coût du personnel intérimaire intervenant sur le contrat.

L'imputation des frais de personnel d'exploitation est réalisée sur la base de fiches de pointage. Cela intègre également une quote-part d'encadrement, de personnel technique et clientèle.

Cette rubrique comprend également la « Participation légale des salariés aux résultats de l'entreprise ».

<u>Énergie électrique</u>: Cette rubrique comprend la fourniture d'énergie électrique exclusivement dédiée au fonctionnement des installations du service.

<u>Achats d'Eau</u>: Cette rubrique comprend les Achats d'eau en gros auprès de tiers ou auprès d'autres contrats gérés par l'entreprise effectués exclusivement pour la fourniture d'eau potable dans le cadre du contrat.

<u>Produits de traitement</u>: Cette rubrique comprend exclusivement les produits entrant dans le process de production.

<u>Analyses</u>: Cette rubrique comprend les analyses réglementaires ARS et celles réalisées par le Délégataire dans le cadre de son autocontrôle.

Sous-traitance, Matières et Fournitures : Cette rubrique comprend :

- Sous-traitance : les prestations de sous-traitance comprennent les interventions d'entreprises extérieures (terrassement, hydrocurage, espaces verts, cartographie ...) ainsi que des prestations réalisées par des services communs de l'entreprise telles que des prestations d'hydrocurage, de lavage de réservoir, de recherche de fuites par corrélation acoustique.
- Matières et Fournitures : ce poste comprend :
 - Les charges relatives au remplacement de compteurs qui ne sont pas la propriété de l'entreprise ;
 - La location de courte durée de matériel sans chauffeur ;
 - Les fournitures nécessaires à l'entretien et à la réparation du réseau ;
 - Les fournitures nécessaires à l'entretien du matériel électromécanique ;
 - Le matériel de sécurité ;
 - Les consommables divers.

<u>Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles :</u> Cette rubrique comprend :

- La contribution économique territoriale (CET);
- La contribution sociale de solidarité;
- La taxe foncière ;
- Les redevances d'occupation du domaine public.



Recu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Autres dépenses d'exploitation :

- "Télécommunications, poste et télégestion" : ce poste comprend les frais de lignes téléphoniques dont ceux relatifs à la télésurveillance ainsi que les dépenses d'affranchissement (hors facturation).
- "Engins et véhicules": ce poste comprend les charges de location longue durée des véhicules, consommation de carburant, entretien et réparations, assurances. Le total des charges de la section "Engins et véhicules" fait l'objet d'une imputation sur chacun des contrats du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.
- "Informatique": ce poste comprend les frais liés au matériel et logiciels des personnels intervenant sur le contrat. Il comprend également les frais liés aux logiciels métier, nécessaires à la réalisation du contrat ainsi que les frais de facturation:
 - SAPHIR et NAÏA, logiciel de gestion de la relation clientèle ;
 - QUALITE-PRODUIT, logiciel de suivi de la qualité;
 - GAM&EAU et NEO, logiciel de suivi de la production, suivi de la force motrice et de planification;
 - J@DE, logiciel de gestion et des achats;
 - eSigis, logiciel de cartographie;
 - GEREMI, logiciel de télésurveillance.
- "Assurances" : ce poste comprend :
 - La prime d'assurance responsabilité civile relative au contrat. Cette assurance a pour objet de garantir les tiers des dommages matériels, corporels et incorporels dont la responsabilité incomberait au délégataire;
 - Les primes dommages ouvrages ;
 - Les autres primes particulières d'assurance s'il y a lieu;
 - Les franchises appliquées en cas de sinistre.
- "Locaux": ce poste comprend les charges relatives à l'utilisation des locaux.
- "Divers" : autres charges.

Frais de contrôle : Ces frais concernent le contrôle contractuel du service, lorsque sa charge incombe au délégataire.

<u>Contribution aux Services Centraux et Recherche</u>: Une quote-part de frais de structures nationale et régionale, telle que décrite au chapitre 1, est imputée sur chaque contrat.

Collectivités et autres organismes publics : Ce poste comprend :

- La part communale ou intercommunale;
- Les taxes (TVA);
- Les redevances (Agence de l'eau, voies navigables de France, etc).

Charges relatives aux Renouvellements: ce poste comprend plusieurs notions compatibles:

- « Garantie pour continuité de service » implique que le délégataire assume entièrement et à ses risques tous les coûts d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires pour maintenir la continuité du service. Ces dépenses doivent être couvertes par le délégataire sans qu'il y ait d'ajustement (à la hausse ou à la baisse) de sa rémunération contractuelle. Le montant indiqué dans cette rubrique comprend la somme des dépenses réelles pour le renouvellement non planifié et l'entretien électromécanique.
- "Programme contractuel de renouvellement" : cette rubrique correspond aux engagements contractuels du délégataire, sur un programme prédéterminé de travaux. Il s'agit généralement d'un lissage économique sur la durée du contrat.
- "Compte (ou Fonds contractuel) de renouvellement": le délégataire est tenu de prélever régulièrement sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans la mesure où l'obligation du délégataire au titre d'un exercice donné est strictement égale à la dotation au compte (ou fonds contractuel), c'est le montant de cette dotation qui doit alors figurer sur le CARE.

<u>Charges relatives aux Investissements</u>: Elles comprennent les différents types d'obligations existant dans le contrat :

- Programme contractuel d'investissements ;
- Fonds contractuel d'investissements ;
- Annuité d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire ;
- Investissements incorporels.

Les montants engagés par le délégataire au titre des investissements réalisés sur le contrat font l'objet d'un amortissement financier présenté sur le CARE sous forme d'une annuité constante.

Les charges relatives au remboursement d'annuités d'emprunts contractés par la collectivité et que le délégataire s'est engagé contractuellement à rembourser font l'objet d'un calcul actuariel consistant à ramener chaque annuité en investissement début de période et à définir le montant de l'annuité constante sur toute la durée du contrat permettant d'obtenir une Valeur Actuelle Nette (VAN) égale à zéro.



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

<u>Charges relatives aux Investissements du domaine privé :</u> Le montant de cette rubrique comprend l'amortissement du matériel, des engins et véhicules, du gros outillage et des compteurs propriété de l'entreprise affectés au contrat ainsi que les frais financiers relatifs au financement de ces immobilisations calculés sur la base de la valeur nette comptable moyenne de celles-ci.

Perte sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement : Ce poste comprend :

- Les annulations de créances incluant notamment celles au titre du Fonds de Solidarité Logement (FSL Eau);
- Les provisions pour créances douteuses ;
- Les frais d'actes et de contentieux.

3) RESULTAT AVANT IMPOT

Il s'agit de la différence entre les produits et les charges.

4) IMPOT SUR LES SOCIETES

Cet impôt ne s'applique que pour les contrats ayant un Résultat avant Impôt bénéficiaire. Le taux d'impôt sur les sociétés appliqué au résultat des contrats est de 33.33%.

5) RESULTAT

Il s'agit du Résultat restant après éventuel Impôt sur les Sociétés.









Les ressources ou ouvrages de prélèvement d'eaux brutes

Les installations de production

Libellé	Année de mise en service	Télésurveillance	Groupe électrogène	Commune
Station et Réservoir - FAY AUX	1957	Oui	Non	FAY-AUX- LOGES
LOGES				

Les installations de surpression

Désignation	Commune	Année de mise en service	Télésurveillance	Groupe électrogène
Surpression Bretauche - FAY AUX LOGES	FAY-AUX- LOGES	1985	Oui	Non
Surpression de Nestin - FAY AUX LOGES	FAY-AUX- LOGES	1980	Oui	Non
Surpression du stade - FAY AUX LOGES	FAY-AUX- LOGES	2005	Oui	Non

LE RESEAU

Le réseau se constitue d'équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant, soit de façon gravitaire ou sous pression, l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (bornes d'incendie, d'arrosage etc.) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué d'équipements hydrauliques, de conduites de transport appelés feeders et de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Matériau	Diamètre (mm)	Longueur (ml)
Fonte	100	4401,67
Fonte	110	21,45
Fonte	125	1436,03
Fonte	150	1488,33
Fonte	200	66,26
Fonte	60	4778,21
Fonte	80	2581,61
Inconnu	0	166,16
Inconnu	100	8,37
Inconnu	200	2,3
Inconnu	60	35,85
Inconnu	80	2,79



Reçu en préfecture le 23/09/2024 52LO

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Matériau	Diamètre (mm)	Longueur (ml)
Polyéthylène	160	11,19
Polyéthylène	25	5,49
Polyéthylène	40	35,39
Polyéthylène	43	297,66
Polyéthylène	50	218,3
Polyéthylène	63	1376,43
Polyéthylène	90	30,69
Pvc	0	136,85
Pvc	100	94,9
Pvc	110	3812,32
Pvc	125	138,47
Pvc	140	1001,63
Pvc	150	59,32
Pvc	160	4140,79
Pvc	200	210,44
Pvc	50	1977,4
Pvc	57	374,04
Pvc	60	608,33
Pvc	63	9029,53
Pvc	70	4095,74
Pvc	75	5115,09
Pvc	80	3236,64
Pvc	90	1713,76
Total		52709,43

Les équipements de réseau

Type équipement	Nombre
Bouche de lavage	3
Compteur	6
Défense incendie	49
Plaque d'extrémité	75
Régulateur / Réducteur	3
Vanne / Robinet	1364
Ventouse	23
Vidange / Purge	72



Reçu en préfecture le 23/09/2024 52LO

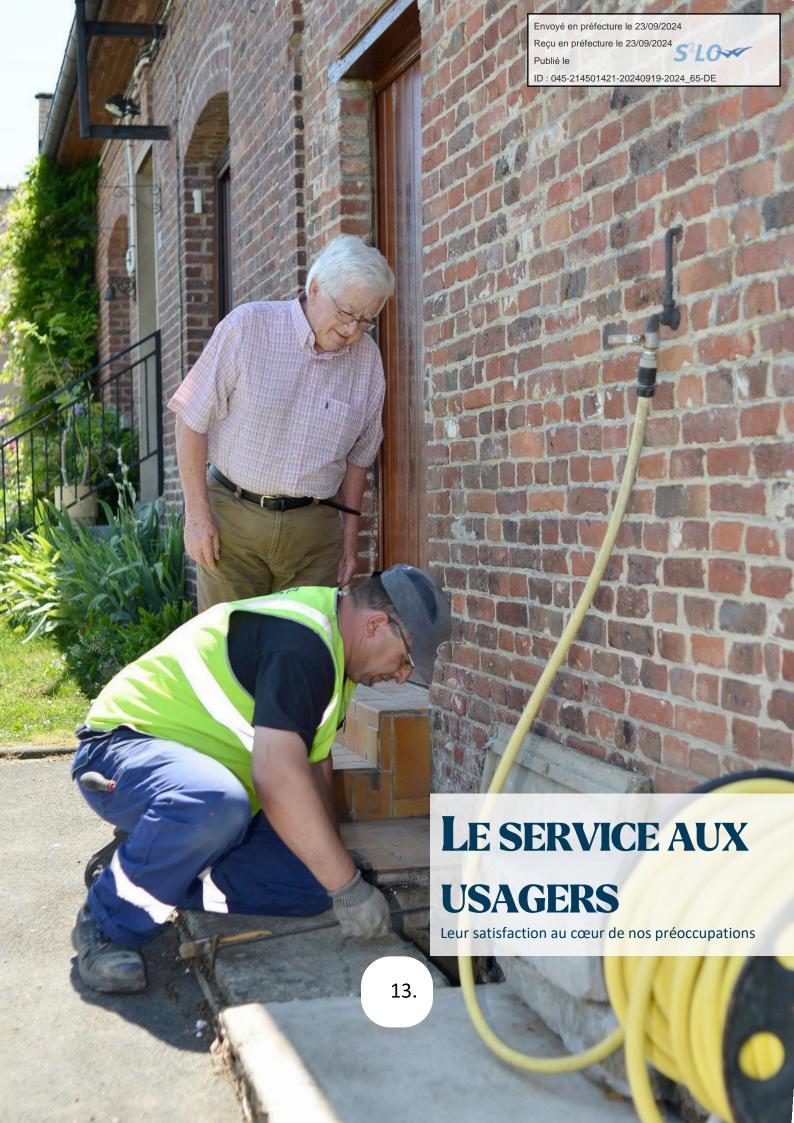




LES COMPTEURS

Diamètre Age	<=15mm	20mm	25mm	30mm	40mm	50mm	>50mm	Total
1	65	0	0	0	0	0	0	65
2	334	16	0	0	3	0	0	353
3	65	12	0	0	0	0	1	78
4	7	33	0	1	1	0	0	42
5	19	11	0	0	1	0	0	31
6	49	36	0	0	0	0	0	85
7	51	1	0	0	1	0	0	53
8	26	7	0	0	0	0	0	33
9	52	9	0	0	1	0	0	62
10	21	2	0	0	0	0	0	23
11	11	3	0	0	0	0	0	14
12	23	5	0	2	0	0	4	34
13	44	0	0	0	0	0	1	45
14	94	2	0	0	1	0	0	97
15	81	5	0	1	1	0	0	88
16	35	7	0	0	1	0	0	43
17	56	1	0	0	3	0	1	61
18	61	3	0	0	0	0	0	64
19	61	2	0	0	0	0	1	64
20	25	1	0	0	0	0	0	26
21	44	0	0	0	1	0	0	45
22	16	0	0	0	1	0	0	17
>22	308	12	0	3	0	0	0	323
Total	1548	168	0	7	15	0	8	1746







Les branchements par commune :

Commune	2022	2023	Evolution n/n-1
FAY-AUX- LOGES	1 701	1 746	2,6%

Les clients par commune :

<u>Le Client :</u> C'est une personne physique ou morale qui consomme de l'eau et qui a au moins un contrat-client le liant avec le service de distribution de l'eau.

Commune	2022	2023	Evolution n/n-1
FAY-AUX- LOGES	1 694	1 717	1,4%

Les volumes consommés comptabilisés par commune sur la période de relève :

Commune	2022	2023	Evolution n/n-1
FAY-AUX- LOGES	117 485	183 188	55,9%

Les volumes par commune ramenés sur 365 jours :

<u>Attention</u>: Dans le calcul du rendement de réseau, en application du décret de décembre 2013, les volumes au niveau de la synthèse et ceux présentés ci-dessous sont ramenés sur 365 jours.

	2022	2023	Evolution
FAY-AUX-LOGES	207 160	192 137	-7,3%

Caractéristiques des consommations hors Vente En Gros (VEG)

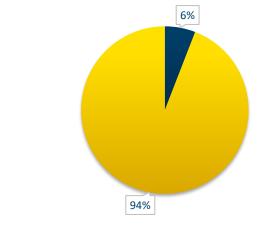
Commune	Nb branchements sans consommation	Nb branchements avec consommation
FAY-AUX-	102	1643
LOGES	103	1643



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE



■ Nb branchements sans consommation

■ Nb branchements avec consommation

Les consommations par tranche

Les branchements par tranche

Nombre de bra	nchements	P	articuliers et autres		Communaux
Commune	2023	Dont < 200 m³ / an (tranche 1)	Dont 200 < conso < 6000 m³/an (tranche 2)	Dont > 6000 m³/an (tranche 3)	Communaux
FAY-AUX-LOGES	1 746	1 623	106	2	15
Répartition (%)	-	92,96	6,07	0,11	0,86
Total	1 746	1 623	106	2	15

Les volumes consommés comptabilisés par tranche

Volumes consommé	és comptabilisés	P	articuliers et autres		Communaux
Commune	2023	Dont < 200 m³ / an (tranche 1)	Dont 200 < conso < 6000 m³/an (tranche 2)	Dont > 6000 m³/an (tranche 3)	Communaux
FAY-AUX-LOGES	183 188	122 701	45 266	13 285	1 936
Total de la collectivité	183 188	122 701	45 266	13 285	1 936
Consommation moyenne par TYPE de branchement	104,92	75,6	427,04	6 642,5	129,07

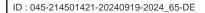
Les consommations de plus de 6 000 m³/an

Commune	Client	2022	2023	Evolution
FAY-AUX-LOGES	EHPAD PETIT PIERRE	482	7 236	1401,2%
FAY-AUX-LOGES	LE MAIRE	6 465	6 049	-6,4%
Total		6 947	13 285	91,23%

Spectre des consommations

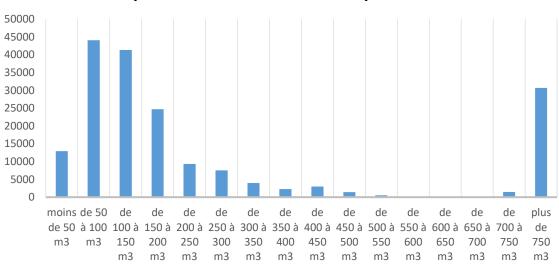
Tranche	Volumes Consommés comptabilisés par tranche en m ³	Nombre de branchements
moins de 50 m3	12943	568
de 50 à 100 m3	44076	588
de 100 à 150 m3	41330	337
de 150 à 200 m3	24677	143



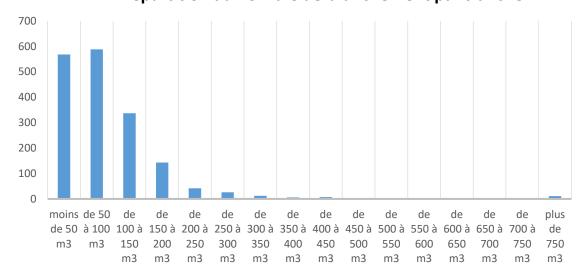


Tranche	Volumes Consommés comptabilisés par tranche en m³	Nombre de branchements
de 200 à 250 m3	9342	42
de 250 à 300 m3	7540	26
de 300 à 350 m3	3959	12
de 350 à 400 m3	2276	6
de 400 à 450 m3	2975	7
de 450 à 500 m3	1407	3
de 500 à 550 m3	520	1
de 700 à 750 m3	1453	2
plus de 750 m3	30690	11

Répartition des consommations par tranche



Répartition du nombre de branchement par tranche





Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

LA FACTURE 120 M³







→ Contacts

Votre facture de simulation du 1 janvier 2024

Cette simulation a été menée pour une consommation de 120 m³

	ELIC
Distribution de l'eau potable	199,63
COMMUNE DE FAY-AUX-LOGES	
Organismes publics	29,12
Total facture	228,75
	228,75
	dátal au upmo

Répartition de votre facture



A NE PAS PAYER NE PAS PAYER SPECIMEN



Reçu en préfecture le 23/09/2024 5^2L6

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

FACTURE SPECIMEN

Adresse desservie :	Consommation	Compteur	Diamètre	Ancien relevé	Nouveau re	levé	Informat	ion
****** FAY-AUX-LOGES	120 m³	001478	020 mm				Conso. sir	nulée
		Périodes	Tranches	Quantité	Prix unitaire	Montant	TVA	Montan
Votre facture en détail			en m³	ou volume	en €HT	en €HT	%	en €TT0
► Distribution de l'eau potable						189,22		199,63
Abonnement						68,86		72,65
Part Communale		01-07-23 / 30-06-24				30,90	5,50	
Abonnement Part SAUR		01-07-23 / 30-06-24				37,96	5,50	
Consommation						120,36		126,98
Part Communale		01-07-23 / 30-06-24		120	0,5200	62,40	5,50	
Part SAUR Distribution		01-07-23 / 30-06-24		120	0,2953	35,44	5,50	
Part SAUR Production		01-07-23 / 30-06-24		120	0,1327	15,92	5,50	
Préservation des ressources en eau		01-07-23 / 30-06-24		120	0,0550	6,60	5,50	
► Organismes publics						27,60		29,12
Consommation						27,60		29,12
Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)		01-07-23 / 30-06-24		120	0,2300	27,60	5,50	
Le prix moyen de votre consommation (hors abonnemen	t) HT e	exonéré de TVA : 0,	00 € TV	A 5,50 % : 11,93	1€	Total fact	ure TTC	: 228.75 €
s'élève à : 1,30 €/ m3 soit 0,00130 €/ litre	HT	soumis à TVA : 216,	.82 € TV	A sur les débits :	11,93 €			.,

→ Mieux comprendre la répartition de votre facture

Part Intercommunale/Communale Sert à financer les investissements et les prestations réalisées par les collectivités

presidents reasones par economics publiques (communes, syndicats ou communautés de communes) propriétaires des ouvrages ou par un tiers privé autre que SAUR.

Part SAUR Rémunération pour l'exécution du service et l'entretien des ouvrages et équipements

Part Organismes publics
Redevances desfinées aux établissements
publics (agence de l'eau ou aux voies navigables
de France) qui financent les actions et les
installations de la lutte contre la pollution et pour
la préservation des ressources en eau.

→ Message

Gérez directement votre compte en ligne sur www.saurclient.fr



nautaire n°FR28339379984-NAF 3600 is données vous concernant dont un droit d'accès, d'opposition, de MOULINEAUX. Pour en savoir plus sur nos engagements, consultez

SAUR SAS au capital de 101529000€ RCS Nanterre 339379984 SIRET ?

Vos domnées personnalités sont traitées par SAUR pour l'exécution de v

2 / 2

©
nautaire n°F
s données y
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de protection des données personnalités (www.saurctert.tf – h
notes positique de l'étate (www.saurctert.tf – h
notes positique de



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Vos Contacts:

Accueil: 2 place Aristide Briand

45110 CHATEAUNEUF SUR LOIRE

Le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à16h00

Téléphone: 02 45 77 00 00 Du Lundi au Vendredi de 8h à 18h

Dépannage 24h/24 : 02 45 77 00 01

SPECIMEN 01 Janvier 2023 Courrier: TSA 51209

49412 SAUMUR CEDEX

Référence à rappeler

32

DESTINATAIRE DE LA FACTURE

NOM DU CLIENT

Distribution de l'eau:

COMMUNE DE FAY-AUX-LOGES

Ce document est une simulation de facture.

Cette simulation a été menée pour une consommation de 120 m3.

 Abonnement TTC
 71,02 €

 Consommation TTC
 152,04 €

 Total facture TTC
 223,06 €

223,06 €

SAUR SAS au capital de 101529000€ RCS Nanterre 339379984 Siège Social 11 Chemin de Bretagne 92130 ISSY LES MOULINEAUX TVA Intracommunautaire n° FR28339379984-NAF 3600
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier client. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès et le cas échéant d'un droit de rectification ou suppression des informations vous concernant en vous adressant à SAUR, 1 rue Antoine Lavoisier, Guyancourt. Toute information communiquée à SAUR dans le cadre d'un courrier ou par le site information serve ous results informations.





soit 0,0013 €/Litre



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

BRANCHEMENT	COMPT	EUR		Consommation	Information
BRANCHEMENT	Numéro	Diamètre		m3	mormation
FAY-AUX-LOGES	D19BA179121J	015 mm		120	Conso. simulée
TOTAL CONSOMMATION	8.30		*	120	

SPECIMEN	FACTU	RE N° Simulation	Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Distribution de l'eau 1	83,83 € HT	193,94 € TTC	m3	m3	€HT	€HT	€HT	%
Abonnement Part Communale		07-2022 / 06-2023					30,00	5,50
Abonnement Part SAUR		07-2022 / 06-2023					37,32	5,50
Consommation Part Communale		07-2022 / 06-2023		120	0,5000	60,00		5,50
Consommation Part SAUR		07-2022 / 06-2023		120	0,2904	34,85		5,50
Consommation Consommation Part SAUR Production		07-2022 / 06-2023		120	0,1305	15,66		5,50
Consommation part Bassin de prélèvement - Loire-Breta		07-2022 / 06-2023		120	0,0500	6,00		5,50

			Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Organismes publics	27,60 € HT	29,12 € TTC	m3	m3	€HT	€HT	€HT	%
Consommation part Lutte Pollution - Loire-Bi	retagne FAY-AUX-	07-2022 / 06-2023		120	0,2300	27,60		5,50

Total Facture	223,06 € TTC	HT soumis à TVA : 211,43 €
Total Facture	223,00 € 110	TVA sur les débits : 11,63 €

ABONNEMENT
Montant indépendant de la consommation correspondant à la mise à disposition des services et destiné à couvrir des charges fixes.

CONSOMMATION

Volume en m³ enregistré par le compteur entre deux relevés. Lorsqu'il n'a pas été possible de relever le compteur, la consommation peut être estimée. La consommation eau constitue la base de calcul de la collecte et du traitement des eaux usées.

ORGANISMES PUBLICS Les Agences De l'Eau sont des établissements publics de l'Etat et ont pour mission de lutter contre les pollutions, gérer les ressources en eau et préserver les milieux aquatiques.

La taxe intitulée Voies navigables de France concerne les communes qui

prélèvent ou rejettent de l'eau dans une voie navigable.

Conformément à l'article L 441-3 du Code de Commerce, il sera appliqué à tout professionnel en situation de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.





NOTE DE CALCUL DE REVISION DU PRIX DE L'EAU

Date: 13/04/2024 $Formule \ de \ revision: 0.15 + 0.33x1CHTEATCHTED < +0.05x010534778/010534778/0+0.3xFSD2MI/FSD2MI/0+0.08xMIM2010MI/MIM2010MI/0+0.09xTP10A2010MI/TP10A2010MI/0+0.09xTP10A2010MI/TP10A2010MI/0+0.09xTP10A2010MI/0+0.00x10+0.00$ K = 0.15 + 0.33 * ICHTE / ICHTE / 1 CHTE > + 0.05 * 010534778 / 010534778 > + 0.3 * FSD2MI / FSD2MI > + 0.08 * MIM2010MI / MIM2010MI > + 0.09 * TF10A2010MI / TF10A2010M131,00000 Valeur actualisée 29,90000 1,43450 173,40000 01/01/2024 Racc. Valeurs actualisées au Durée Type d'encaissement : Société STTE
INTERNET
INSEE
STEE
STEE
INTERNET
INSEE
SITE INTERNET
MONITEUR
MONITEUR
SITE INTERNET
MONITEUR
STEE
MONITEUR Réf. publication K:1,084386 Détermination du coefficient résultant de la formule de variation des prix Date publication 22/12/2023 15/12/2023 15/12/2023 Redevance: Abonnement - Part SAUR Date d'actualisation: 03/01/2024 Applications des indices: Valeur comue Abonnement Part SAUR K Intermédiaire: 1,084386 Date application 01/11/2023 01/10/2023 01/10/2023 01/09/2023 122,80000 Partenaire: COMMUNE DE FAY-AUX-LOGES Valeur de 116,20000 1,36630 Type de contrat : Affernage CANALISATIONS, EGOUTS, ASST, ADDUCT EAU-2010 - Sie Moniteur INDICES REACTU DES MATERIELS, CONSTRUCTION - Internet COUT HORAIRE DU TRAVAIL - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU Valeurs de base des paramètres utilisés Référence contrat: 452100/01 FRAIS ET SERVICES DIVERS - Site internet EAU NATURELLE - TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU - BASE 2015 Devise: Euro Prix révisé = [K=1,084386] * Prix de base Prix (HT) à compter du 01/01/2024 SAUR Produit: Eau Potable Indice TP10A2010MI MIM2010MI 010534778 FSD2MI





Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

-			$itat = U_1 D + U_2 D D U_1 D D D U_2 D D D D D D D D$	The state of the s	The Color of Company of Color of Company of Color
TC1,U=1	0,15			JOSZEWIINIZOTOINIMINIZOTOWII	0, 15000000
+	0,33	×	131 / 122,8	+	0,352035831
+	0,05	×	109,9 / 104,1	+	0,052785783
+	0,3	×	173,4 / 150,8	+	0,344960212
+	0,08	×	1,4345 / 1,3663	+	0,083993266
+	60'0	×	129,9 / 116,2	+	0,100611015
				1,0	1,084386107

K définitif : 1,084386	CRITERES TARIFAIRES	amétre compteur sur rubrique : (DIAM de 10mm à 15mm); (DIAM 20mm); (DIAM 40mm); (DIAM 40mm); (DIAM 60mm); (DIAM 80mm); (DIAM 100mm); (DIAM 150mm)	
------------------------	---------------------	---	--

n.r.= non assujetti à la redevance				Trai	.ranches			
Critère	Prix de base	Prix actualisé						
Valeur	17.50	18,98						

Diamètre compteur sur rubrique DIAM de 10mm à 15mm

n.r.= non assujetti à la redevance				Tran	Tranches			
Critère	Prix de base	Prix actualisé Prix de base Prix actualisé Prix de base Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Valeur	17,50	18,98						20 0
Diamètre compteur sur rubrique	030 mm							

II.I.— II OII ASSUJEIU A JA LEUCYAIICE				IEJI	TRICING			
Critère	Prix de base	Prix de base Prix actualisé	Prix de base	Prix de base Prix actualisé	Prix de base	Prix de base Prix actualisé Prix de base Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Valeur	22,75	24,67						
	4							
n.r.= non assujetti à la redevance				Tranches	ches			
								100
Critisha	Driv de hace	Privactualica	Priv de hace	Priv de hace Driv de hace Driv de hace Driv actualicé Driv de hace Driv de hace Driv de hace Driv de hace	Driv de bace	Driv actualica	Driv de hace	Driv actualicá

Critère Prix de base Prix actualisé Prix de base Prix actualisé Prix de base Prix actualisé Prix de base Prix	n.r.= non assujetti à la redevance				Tran	Tranches		
Critère Prix de base Prix actualisé Prix de base Prix actualisé Prix de base Prix actualisé Prix de base Prix de base Prix de base								
26,25	Critère	Prix de base		Prix de base	Pint.	Prix de base	0	Prix actua
	Valeur	26,25	28,47					

Diamètre compteur sur rubrique

Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

	Tranches
AM 60mm	
Diamètre compteur sur rubrique D	n.r.= non assujetti à la redevance

n.i.= non assujetu a la redevance				IRJI	Lanches			
								2
Critère	Prix de base	Prix de base Prix actualisé	Prix de base	Prix de base Prix actualisé	Prix de base	Prix de base Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Valeur	28,00	30,36						
n.r.= non assujetti à la redevance				Tranches	ches			
Critère	Prix de base	Prix de base Prix actualisé	Prix de base	Prix de base Prix actualisé	Prix de base	Prix de base Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Valeur	28,00	30,36						

n.r.= non assujetti à la redevance		A.		Tran	Tranches			
Critère	Prix de base	Prix actualisé						
Valeur	28,00	30,36						
n.r.= non assujetti à la redevance				Trai	Tranches			
	DIAM ISonm			Trai	iches			
27.0		_				2 4 7 4 4		, , , , , ,
Critere	Prix de base	Prix actualise	Prix de base	Prix actualise	Prix de base	Prix actualise	Prix de base	



DIAM 100mm

Diamètre compteur sur rubrique



Page 4/7

Partenaire: COMMUNE DE FAY-AUX-LOGES Référence contrat: 452100/01 SAUR

Date: 13/04/2024

Type d'encaissement : Société Consommation Part SAUR Distribution
Redevance: Consommation - Part SAUR Distribution
Date d'actualisation: 03/01/2024 K::1,084386 Type de contrat : Affernage Prix (HT) à compter du 01/01/2024 **Devise :** Euro Prix révisé = [K=1,084386] * Prix de base Produit: Eau Potable

	Détermination du coefficient éaultant de la formula de variation des rariv	Totent réculta	nt de la formula	de variation d	ac nrfv			
Formule de révision : (Formule de révision: 0,15+0,33xICHTE/ICHTE/0+0,05x010534778/0105347780+0,3xESD2MI/FSD2MIO+0,08xMIM2010MI0+0,09xTP10A2010MI/TP10A2010MIO	7780+0,3xFSI	D2MI/FSD2MI	+0,08×MIM20]	OMI/MIM2010M	Io+0,09xTP1	0A2010MI/TE	10A2010MIo
K =0.15 + 0.33 * ICH.	E =0.15 +0.33 * ICHTE/ICHTE> +0.05 * 010534778 / 010534778 + 0.3 * FSD2MI / FSD2MI / FSD2MI +0.08 * MIM2010MI / MIM2010MI > +0.09 * TP10A2010MI / TP10A2010MI	* FSD2MI / F	SD2MIo + 0.08	* MIM2010MI	/ MIM2010MI > -	+ 0.09 * TP10	A2010MI / TE	10A2010MIo
	Applic	sations des ind	Applications des indices: Valeur connue	nnue				
		K Intermédia	K intermédiaire: 1,084386					
							3	
	Valeurs de base des paramètres utilisés				Valeurs actu	Valeurs actualisées au 01/01/2024	1701/2024	
		Valeur de	Date	Date	Réf.	Durée	Racc.	Valeur
Indice		base	application	publication	publication			actualisée
ICHTE	COUT HORAIRE DU TRAVAIL - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	122,80000	01/09/2023	15/12/2023	SITE INTERNET INSEE			131,00000
010534778	EAU NATURELLE - TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU - BASE 2015	104,10000	01/08/2023	22/12/2023	SITE INTERNET INSEE			109,90000
FSD2MI	FRAIS ET SERVICES DIVERS - Site internet	150,80000	01/11/2023	22/12/2023	Site Internet LE MONITEUR			173,40000
TP10A2010MI	CANALISATIONS, EGOUTS, ASST, ADDUCT EAU - 2010 - Site Moniteur	116,20000	01/10/2023	15/12/2023	Site internet LE MONITEUR			129,90000
MIM2010MI	INDICES REACTUDES MATERIELS.CONSTRUCTION - Internet	1,36630	01/10/2023	15/12/2023	SITE INTERNET LE			1,43450

Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Page 5/7

0,150 x 131 / 122,8 + 0,352035831 0,05 x 109,9 / 104,1 + 0,052785783 0,05 x 173,4 / 150,8 + 0,344960212 0,08 x 1,4345 / 1,3663 + 0,083993266 0,09 x 129,9 / 116,2 + 0,100611015	מיייי כי	HTEACHTE	0+0,05x010534778/0105347780+0,3xFSD2MI/FSD2MIo	ésultat=0,15+0,33xlCHTE/ICHTEo+0,05x010534778/010534778o+0,3xFSD2MI/FSD2MIO+0,08xMIM2010MI/MIM2010MIo+0,09xTP10A2010MI/TP10A2010MIo
x 131 / 122,8 x 109,9 / 104,1 x 173,4 / 150,8 x 1,4345 / 1,3663 x 129,9 / 116,2	0, 15			0,15000000
x 109,9 / 104,1 x 173,4 / 150,8 x 1,4345 / 1,3663 x 129,9 / 116,2	0,33	×	1	+ 0,352035831
x 173,4 / 150,8 x 1,4345 / 1,3663 x 129,9 / 116,2 +	0,05	×	1	+ 0,052785783
x 1,4345 / 1,3663 + + x 129,9 / 116,2 + +	0,3	×	1	+ 0,344960212
x 129,9 / 116,2 +	0,08	×	-	+ 0,083993266
	0,09	×	~	+ 0,100611015
				1.084386107

			т од адилао	CRITERES TARIFAIRES				
			Chieres					
non assujetů à la redevance				Tran	Tranches			
Critère	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
	cette d	0100						



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Page 6/7

Partenaire: COMMUNE DE FAY-AUX-LOGES

SAUR

Produit: Eau Potable

Date: 13/04/2024

Référence contrat: 452100/01

Type d'encaissement : Société Type de contrat : Affermage

Redevance: Consomnation - Part SAUR Production Date d'actualisation: 03/01/2024 K:1,084386 Consommation Part SAUR Production Prix (HT) à compter du 01/01/2024 Devise : Euro Prix révisé = [K=1,084386] * Prix de base

Détermination du coefficient résultant de la formule de variation des prix
Formule de révision: 0,15+0,33xICHTE/ICHTE-+0,05x010534778/010534778-+0,3xESD2MI/FSD2MI-+0,08xMIM2010MI/MIM2010MI/-+0,09xTF10A2010MI/TF10A2010MI
K = 0.15 + 0.33 * ICHTE / ICHTE > + 0.05 * 010534778 / 010534778 > + 0.3 * FSD2MI / FSD2MI > + 0.08 * MIM2010MI / MIM2010MI → 0.09 * TP10A2010MI / TP10A2010MI >
Applications des indices : Valeur connue
K Intermédiaire : 1,084386

P10A2010MIo				Valeur actualisée	131,00000	109,90000	173,40000	129,90000	1,43450
A2010MI / T.			11/01/2024	Racc.					
- 0.09 * TP1C			Valeurs actualisées au 01/01/2024	Durée					
/ MIM2010MIo+			Valeurs actu	Réf. publication	SITE INTERNET INSEE	SITE INTERNET INSEE	Site Internet LE MONITEUR	Site internet LE MONITEUR	SITE INTERNET LE MONITEUR
* MIM2010MI	nnue			Date publication	15/12/2023	22/12/2023	22/12/2023	15/12/2023	15/12/2023
SD2MIo + 0.08	Applications des indices: Valeur connue	K Intermédiaire: 1,084386		Date application	01/09/2023	01/08/2023	01/11/2023	01/10/2023	01/10/2023
* FSD2MI/F	ations des ind	K Intermédia		Valeur de base	122,80000	104,10000	150,80000	116,20000	1,36630
K = 0.15 + 0.33 * ICHTE / ICHTE > + 0.05 * 010534778 / 010534778 > + 0.3 * FSD2MI / FSD2MI > + 0.08 * MIM2010MI / MIM2010MI → + 0.09 * TP10A2010MI / TP10A2010MI	Applic		Valeurs de base des paramètres utilisés		COUT HORAIRE DU TRAVAIL - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	EAU NATURELLE - TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU - BASE 2015	FRAIS ET SERVICES DIVERS - Site internet	CANALIS ATIONS, EGOUTS, ASST, ADDUCT.EAU - 2010 - Site Moniteur	INDICES REACTU DES MATERIEL S. CONSTRUCTION - Internet MONITEUR
K =0.15 + 0.33 * ICH				Indice	ICHTE	010534778	FSD2MI	TP10A2010MI	MIM2010MI

Reçu en préfecture le 23/09/2024 52LO

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Page 7/7

0,15			0,15000000
	×	131 / 122,8	+ 0,352035831
+ 0,05	×	109,9 / 104,1	+ 0,052785783
	×	173,4 / 150,8	+ 0,344960212
	×	1,4345 / 1,3663	+ 0,083993266
	×	129,9 / 116,2	+ 0,100611015
			1,084386107

	= non assujetti à la redevance				Tran	Pranches			
e Pitx actualise Prix de base Prix actualise Pitx de base	Critère	Prix de base	Prix actualisé						





LES VOLUMES D'EAU

<u>Attention</u>: Les données présentées ci-dessous sont exprimées sur des années calendaires, comme l'indiquent les tableaux de détails mensuels.

Les volumes produits sont les volumes issus des ouvrages du service et introduits dans le réseau de distribution. **Les volumes importés** sont les volumes d'eau en provenance d'un service d'eau extérieur. **Les volumes exportés** sont les volumes d'eau livrés à un service d'eau extérieur.

Synthèse des volumes sur l'année calendaire

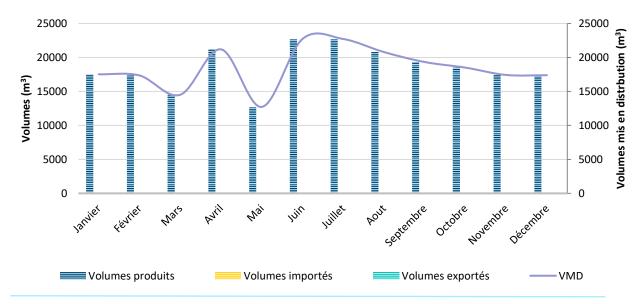
Volumes mis en distribution = Volumes produits + Volumes importés - Volumes exportés

Volumes en (m³)	2022	2023	Evolution N/N-1
Volume produit	234 365	222 236	-5,2%
Volume importé	0	0	0%
Volume exporté	0	0	0%
Volume mis en distribution	234 365	222 236	-5,2%

Volumes mensuels en (m³) sur 5 années consécutives

Mois	2022	2023	Evolution N/N-1
Janvier	21 533	17 531	-18,6%
Février	18 103	17 355	-4,1%
Mars	16 711	14 516	-13,1%
Avril	25 248	21 197	-16%
Mai	20 657	12 724	-38,4%
Juin	29 547	22 725	-23,1%
Juillet	17 849	22 725	27,3%
Aout	23 118	20 801	-10%
Septembre	15 000	19 332	28,9%
Octobre	15 854	18 511	16,8%
Novembre	15 450	17 428	12,8%
Décembre	15 295	17 391	13,7%
Total	234 365	222 236	-5,18%

Représentation graphique des volumes mensuels sur l'année calendaire de l'exercice







Les volumes prélevés mensuels par ressource

Les volumes prélevés sont les volumes issus des exhaures des ouvrages de prélèvement d'eaux brutes (captage, puits etc...).

Station et Réservoir - FAY AUX LOGES - Exhaure Fay aux loges (fictif)

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2022	-	18 103	16 711	25 248	20 657	29 547	17 849	23 118	15 000	15 854	15 450	15 295	212 832
2023	17 531	17 355	14 516	21 197	12 724	22 725	22 725	20 801	19 332	18 511	17 428	17 391	222 236

Les volumes produits mensuels par ressource

Les volumes produits sont les volumes générés par les installations de production du service en vue d'être injectés dans le réseau de distribution. Les volumes de service au sein de l'unité de production ne sont pas inclus dans les volumes produits. En fonction des circonstances, ces volumes sont enregistrés à l'une des étapes suivantes :

- A la sortie de l'usine de traitement,
- A la sortie de la station de pompage en cas de désinfection simple,
- A la sortie du réservoir en cas d'alimentation gravitaire avec désinfection simple.

Par conséquent, ces volumes peuvent différer de ceux prélevés dans l'environnement naturel.

Station et Réservoir - FAY AUX LOGES - Débitmètre Réservoir Fay aux loges

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2022	21 533	18 103	16 711	25 248	20 657	29 547	17 849	23 118	15 000	15 854	15 450	15 295	234 365
2023	17 531	17 355	14 516	21 197	12 724	22 725	22 725	20 801	19 332	18 511	17 428	17 391	222 236

Les volumes exportés mensuels par ressource

Volumes exportés concernent l'approvisionnement en eau potable fourni à un autre service.

Comptage - FAY AUX LOGES - compteur Fay vers Donnery

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2022	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2023	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



LES INDICATEURS

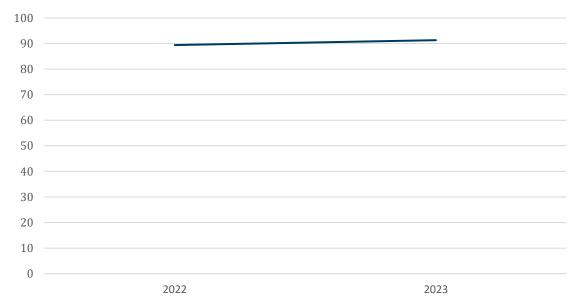
<u>Attention</u>: Pour le calcul des indicateurs ci-dessous, les volumes utilisés sont extrapolés sur la période de relève puis ramenés sur 365j afin de se conformer au décret n°2007-675 et arrêté du 2 mai 2007 des indicateurs du maire.

Le Rendement IDM (Indicateur du maire)

$$Rendement\ IDM\ = \frac{Volumes\ consomm\'es\ autoris\'es + Volumes\ vendus\ en\ gros}{Volumes\ produits + Volumes\ achet\'es\ en\ gros}$$

	2022	2023	Evolution N/N-1
Volume produit	231 726	211 715	-8,6%
Volume acheté en gros	0	0	0%
Volume vendu en gros	0	0	0%
Volume consommé autorisé	207 160	193 306	-6,7%
Rendement IDM (%)	89,4	91,31	2,1%

Rendement IDM (%)



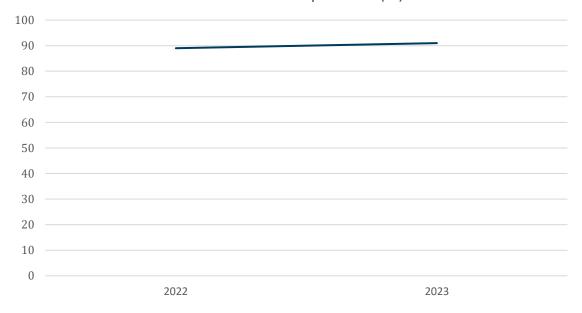


Le Rendement Primaire

Volumes consommés comptabilisés Rendement primaire = Volumes mis en distribution

	2022	2023	Evolution N/N-1
Volume produit	231 726	211 715	-8,6%
Volume acheté en gros	0	0	0%
Volume vendu en gros	0	0	0%
Volume mis en distribution	231 726	211 715	-8,6%
Volume consommé	207 160	192 137	-7,3%
Rendement primaire (%)	89,4	90,75	1,5%

Rendement primaire (%)



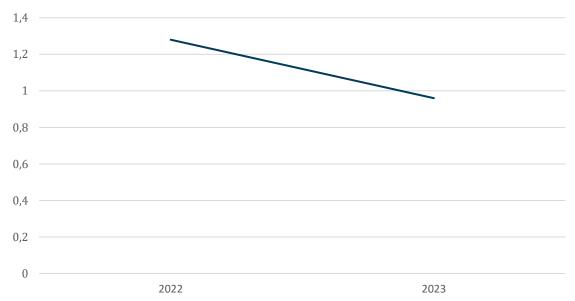


L'Indice Linéaire de Pertes

 $Indice\ linéaire\ de\ pertes\ (ILP) = \frac{Volumes\ mis\ en\ distribution - Volumes\ consommés\ autorisés}{Linéaire\ de\ réseau*365j}$

	2022	2023	Evolution N/N-1
Volume produit	231 726	211 715	-8,6%
Volume acheté en gros	0	0	0%
Volume vendu en gros	0	0	0%
Volume mis en distribution	231 726	211 715	-8,6%
Volume consommé autorisé	207 160	193 306	-6,7%
Linéaire du réseau	53	53	0%
Indice linéaire de pertes (en m3/km/j)	1,28	0,96	-25,1%

Indice linéaire de pertes (m3/km/jour)



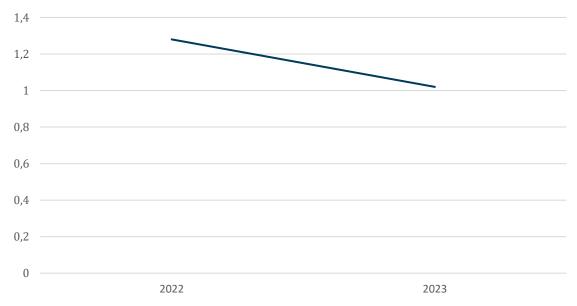


L'Indice Linéaire de Volumes Non Comptés

 $Indice\ linéaire\ de\ volumes\ non\ comptés\ (ILVNC) = \frac{Volumes\ mis\ en\ distribution - Volumes\ consommés}{Linéaire\ de\ réseau*365j}$

	2022	2023	Evolution N/N-1
Volume produit	231 726	211 715	-8,6%
Volume acheté en gros	0	0	0%
Volume vendu en gros	0	0	0%
Volume mis en distribution	231 726	211 715	-8,6%
Volume consommé	207 160	192 137	-7,3%
Linéaire du réseau	53	53	0%
Indice linéaire de volume non compté	1,28	1,02	-20,3%

Indice linéaire de volume non compté (m3/km/jour)





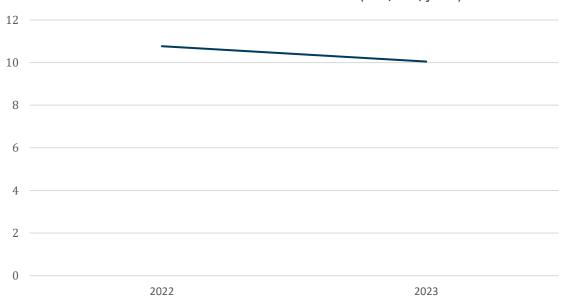
ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

L'Indice Linéaire de Consommation

 $Indice\ linéaire\ de\ consommation\ (ILC) = \frac{Volumes\ consommés\ autorisés + Volumes\ exportés}{Linéaire\ de\ réseau*365j}$

	2022	2023	Evolution N/N-1
Volume produit	231 726	211 715	-8,6%
Volume acheté en gros	0	0	0%
Volume vendu en gros	0	0	0%
Volume mis en distribution	231 726	211 715	-8,6%
Volume consommé autorisé	207 160	193 306	-6,7%
Linéaire du réseau	53	53	0%
Indice linéaire de consommation (m3/km/j)	10,77	10,05	-6,7%

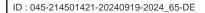
Indice linéaire de consommation (m3/km/jour)





Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le



CONSOMMATION D'ENERGIE

Le tableau ci-après présente les consommations d'énergie calculées à partir de la facturation du distributeur pour l'ensemble du contrat au cours de l'exercice, et prennent en compte toutes les corrections de facturation : avoirs et rattrapages.

	2022	2023
Station et Réservoir - FAY-AUX-LOGES	52 866	47 693
Surpression Bretauche - FAY-AUX-LOGES	397	251
Surpression de Nestin - FAY-AUX-LOGES	5 684	5 533
Surpression du stade - FAY-AUX-LOGES	4 318	3 077
Total	63 265	56 554

Les sites avec des consommations négatives sont des ex tarifs bleus où la facturation est basée sur des estimations de consommation. Lors de la relève terrain ENEDIS, ces estimations sont régularisées et peuvent être négatives dans les cas où elles ont été fortement surestimées en année n-1.

SAUR a travaillé étroitement avec ENEDIS ces dernières années afin de faciliter le déploiement du compteur LINKY sur vos sites. A ce jour, 99% du parc de compteurs électriques exploités par SAUR sont équipés d'un compteur LINKY.







Synthèse des analyses sur l'eau brute

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)
Physico-chimique	0	4
Nombre total d'échantillons	0	4

L'EAU TRAITEE

Synthèse des analyses sur l'eau traitée

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons conformes (ARS)	% Conformité (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)	Nombre d'échantillons conformes (Exploitant)	% Conformité (Exploitant)
Physico- chimique	0	0	0	2	2	100
Nombre total d'échantillons	0	0	0	2	2	100

L'EAU POINT DE MIS EN DISTRIBUTION

Synthèse des analyses sur l'eau point de mise en distribution

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons conformes (ARS)	% Conformité (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)	Nombre d'échantillons conformes (Exploitant)	% Conformité (Exploitant)
Bactériologique	0	0	0	2	2	100
Physico- chimique	0	0	0	6	6	100
Nombre total d'échantillons	0	0	0	6	6	100

L'EAU DISTRIBUEE

Synthèse des analyses sur l'eau distribuée

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons conformes (ARS)	% Conformité (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)	Nombre d'échantillons conformes (Exploitant)	% Conformité (Exploitant)
Bactériologique	12	12	100	2	2	100
Physico- chimique	12	12	100	20	20	100
Nombre total d'échantillons	12	12	100	20	20	100



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

SYNTHESE

L'ensemble des analyses effectuées en 2023 montrent une qualité de l'eau distribuée conforme aux limites de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.



NOUVELLE DIRECTIVE EUROPEENNE

La nouvelle Directive Européenne (UE) 2020/2184, relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, est parue au Journal Officiel de l'Union Européenne le 23 décembre 2020.

Le nouveau texte a pour objectif de promouvoir l'eau du robinet et suit cinq axes d'évolution :

- l'accès à l'eau potable pour tous, en réponse à la 1ère initiative citoyenne européenne « L'eau, un droit humain ».
- l'évaluation de la sécurité sanitaire de l'eau, du captage au robinet, fondée sur une analyse des risques, pour repérer et traiter ces derniers de façon proactive.
- l'actualisation de la liste des critères à suivre pour déterminer la qualité de l'eau, basé sur un partenariat avec l'OMS pour la mise à jour des paramètres et des valeurs paramétriques.
- l'harmonisation entre les Etats membres des dispositions des matériaux en contact avec l'eau potable.
- le renforcement de la transparence pour les consommateurs en ce qui concerne la qualité et la fourniture de l'eau potable, afin d'améliorer la confiance dans l'eau du robinet.

Les 14 premiers arrêtés de la directive eau potable ont été publiés

Après sa traduction en droit français, et la publication de l'ordonnance du 22 décembre 2022 (n°2022-1611) et de deux décrets (2022-1720 et N°2022-1721) du 29 décembre 2022, le nouveau cadre de la directive eau potable 2020/2184 s'est mis en place en 2023. De nombreux arrêtés se rapportant à cette directive ont été publiés dès le mois de janvier sans que ne soient toutefois précisé les moyens financiers alloués aux collectivités pour la mise en place de ces nouvelles dispositions.

- L'arrêté du 3 janvier relatif au plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau est également paru au JO du 11 janvier 2023.
 - Il précise les modalités de sa mise en place par les personnes responsables de la production et de la distribution d'eau (PRPDE)
 - Sa mise en place devra être effective avant le 12 juillet 2027 pour les zones de captage et avant le 12 janvier 2029 pour la production et la distribution d'eau.



- Il devra faire l'objet d'une mise à jour tous les 6 ans et d'une évaluation obligatoire de sa mise en œuvre avant chaque mise à jour.
- Le texte rappelle les finalités des plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau d'identifier les dangers et évènements dangereux susceptibles de détériorer la qualité de l'eau prélevée, les acteurs , d'évaluer les risques associés (ces risques sont soit qualitatif soit quantitatif si ils agissent indirectement sur la qualité de l'eau) et de mettre en place des mesures de gestion des risques, dont la faisabilité technique et financière aura été éprouvée, afin de permette d'éviter ou de diminuer ces risques à un niveau acceptable.
- En annexe l'arrêté précise le contenu de l'évaluation des risques appliquée aux zones de captage et à la production et à la distribution d'eau.
- SAUR anticipe d'ores et déjà les futures évolutions réglementaires. En particulier, SAUR pourra être votre partenaire et vous accompagner pour la mise en place de votre Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau (PGSSE).

13 arrêtés d'application sont également parus début 2023 :

- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées au articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique
 - Principales dispositions transposées :



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

- Intégration de nouveaux paramètres et des exigences de qualité associées : sous-produits de la désinfection, chlorates, chlorites, acides haloacétiques, composés perfluorés, bisphénol A, uranium chimique, microcystines.
- Normes de qualité relevées pour : antimoine, bore, sélénium.
- Normes de qualité abaissées pour : plomb, chrome.
- Normes précisées pour : métabolites de pesticides.
- Introduction des valeurs indicatives → utilisation pour les métabolites de pesticides non pertinents
- Introduction des valeurs de vigilance
- Principales évolutions pour les exigences de qualité en eaux distribuées

Evolution par rapport à la directive 98/83/CE	Paramètres	Limites de qualité	Commentaires	Délais (le cas échéant) pour la mise en conformité	
5.5574	Chlorates	0,25 mg/L	0,7 mg/L si traitement de désinfection pouvant générer des chorates		
	Chlorites	0,25 mg/L	0,7 mg/L si traitement de désinfection pouvant générer des chorites		
	Bisphénol A	2,5 µg/L	Mise à jour possible par la CE au regard des travaux EFSA		
Nouveaux paramètres	AHA (somme de 5)	GO μg/L	si traitement de désinfection pouvant générer des AHA. Somme : acide chloroacétique, dichloroacétique et trichloroacétique, acide bromoacétique et dibromoacétique	Janvier 2023 ou janvier 2026	
parametres	Uranium chimique	30 µg/L			
	Microcystines Total	1 μg/L	à analyser en fonction de la situation		
	PFAS (somme de 20)	0,1 μg/L	Somme : cf. 20 moldcules en annexe III		
	PEAS (Intul)	Gyli-pag/A		Janvier 2026. Uniquement lorsque lignes directrices CE pour l'analyse disponibles	
	Antimoine	10 μg/L		1	
Relèvement de la limite de qualité	Bore	1,5 mg/L	2,4 mg/L si eau de mer désalée ou conditions géologiques particulières	1	
	Sélénium	20 μg/L	30 µg/L si conditions géologiques particulières	1	
Abaissement de	Chrome	25 μg/L	+ ajout d'une LO chrome VI à 6 µg/L applicable des janvier 2023		
la limite de qualité	Plomb	5 µg/L	En amont des installations privées de distribution	Janvier 2036	
Autre	Pesticides	Pas de changement	Précision sur la notion de pertinence d'un métabolite dans les EDCH. Définition d'une valeur de gestion par les EM pour les métabolites non pertinents = 8,9 un/1.	1	

- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 25 novembre 2003 relatif aux modalités de demande de dérogation aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles pris en application des articles R.1321-31 à R.1321-36 du code de la santé publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 relatif au programme de tests et d'analyses à réaliser dans le cadre de la surveillance exercée par la personne responsable de la production et de la distribution d'eau et aux conditions auxquelles doivent satisfaire les laboratoires réalisant ce programme, en application des articles R.1321-23 et R.1321-24 du code de la santé publique
 - Le programme de tests et d'analyses de la surveillance est défini sur la base d'une analyse des dangers que peuvent présenter les installations du système de production et de distribution d'eau, réalisée dans le cadre du PGSSE.
 - Réévaluation a minima tous les 6 ans.
 - Il doit comprendre la surveillance des paramètres :
 - turbidité, notamment afin de vérifier l'efficacité de l'élimination physique au moyen de procédés de filtration;
 - coliphages somatiques, afin de vérifier, si nécessaire, l'efficacité des procédés de traitement des eaux brutes contre les virus pathogènes;
 - chlore et sous-produits de désinfection, afin d'évaluer l'efficacité du traitement de désinfection, ainsi que la rémanence du chlore et la présence de sous-produits de la désinfection en tout point et jusqu'au bout du réseau de distribution, lorsqu'untraitement de désinfection est mis en œuvre :
 - équilibre calco-carbonique, afin de prévenir ou d'anticiper les phénomènes de corrosion ou d'entartrage des réseaux dedistribution et une éventuelle dégradation de la qualité de l'eau dans le réseau;
 - tout autre paramètre caractéristique d'une dégradation de la qualité de l'eau prélevée ou d'une dégradation de la qualité de l'eau au cours de sa distribution tel que le chlorure de vinyle monomère, au regard des limites de qualité fixées dans l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

susvisé et relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R.1321-24 du code de la santé publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'exploiter une eau de source ou une eau rendue potable par traitement à des fins de conditionnement
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvement et d'analyse du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique
 - Ce texte établit le programme du contrôle sanitaire assuré par les agences régionales de santé pour les eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinées à la consommation humaine et pour les eaux destinées à la consommation humaine.
 - Il détermine le contenu des analyses types à effectuer sur la ressource (eaux d'origine souterraine ou superficielle), sur les points de mise en distribution, et au robinet du consommateur.
 - Il détermine les fréquences minimales annuelles des prélèvements d'échantillons d'eau et d'analyses en fonction du débit (en m3/jour).
 - Il entrera en vigueur le 1er janvier 2026.
- Arrêté du 30 décembre 2022 relatif à l'évaluation des risques liés aux installations intérieures de distribution d'eau destinée à la consommation humaine
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire ne provenant pas d'une distribution publique, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 19 octobre 2017 relatif aux méthodes d'analyses utilisées dans le cadre de la réalisation du contrôle sanitaire des eaux
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2013 relatif aux analyses de contrôle sanitaire et de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les laboratoires réalisant les prélèvements et les analyses de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
- Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionnelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire

D'autres arrêtés d'application complémentaires viendront transposer des exigences de la Directive Européenne (UE) 2020/2184, en particulier les articles suivants :

- L'article 4.3, dédié à la maîtrise des pertes en eau, demande aux Etats membres d'évaluer les niveaux de fuite d'eau sur leur territoire, pour les services >10 000 m3/j ou >50 000 habitants. D'ici 2028, la Commission européenne fixera un seuil au-delà duquel un plan d'actions de réduction des fuites sera nécessaire.
- L'article 11 fixe et uniformise à l'échelle européenne, les principes applicables et les exigences minimales pour les matériaux en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine.
- L'article 16 a pour objectif de réduire les inégalités sociales et territoriales. Les Etats membres sont ainsi enjoints à prendre des mesures pour garantir l'accès à l'eau, en particulier pour les populations vulnérables,
- L'article 17 vise améliorer la confiance du consommateur en l'eau du robinet et sa connaissance de ses consommations avec la diffusion régulière d'une information complète de l'eau potable distribuée (qualité, prix, volume, méthode de production ...)

METABOLITES DE PESTICIDES

L'EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Comment définit-on la liste des pesticides et métabolites recherchés ?

• La liste des pesticides à rechercher dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux n'est pas arrêtée au niveau national.



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

• Compte-tenu du nombre élevé de molécules de pesticides étant ou ayant été autorisées/utilisées et de la diversité des contextes régionaux, le choix des molécules est effectué par chaque ARS et est révisé régulièrement.

• Il est ainsi tenu compte des activités et usages agricoles, des surfaces cultivées, de la probabilité de les retrouver dans les eaux et de leur toxicité sur la santé humaine.

Comment surveille-t-on les pesticides et leurs métabolites ?

Les exigences de qualité de l'eau distribuée sont précisées dans le Code de la santé publique en application de la Directive européenne 2020/2184. La surveillance mise en œuvre par les ARS dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux compare les concentrations retrouvées dans les eaux distribuées à ces limites ainsi qu'à des valeurs de gestion introduites par l'instruction N°DGS/EA4/2020/177 du 18 décembre 2020 :

Pour les métabolites PERTINENTS et les pesticides :

- La limite de qualité (LQ) :
 - 0,1 μg/l par molécule (sauf pour l'aldrine, la dieldrine, l'heptachlore et l'heptachlorépoxyde : 0,03 μg/l) et 0,5 μg/l pour la somme des molécules mises en évidence.
 - L'eau est conforme lorsqu'elle répond à la limite de qualité.
 - Ces valeurs réglementaires ont été établies dans un objectif de lutte contre la pollution de la ressource et non sur la base d'une approche toxicologique d'impact sur la santé.
- La valeur sanitaire maximale (Vmax) :
 - C'est une valeur de gestion, établie par l'ANSES, propre à chaque molécule, en deçà de laquelle l'eau peut être consommée sans entraîner d'effet néfaste pour la santé.
 - A vocation à n'être utilisée que pour une durée limitée (période de dérogation), pendant laquelle des actions de remédiation doivent être mises en place.

Pour les métabolites NON-PERTINENTS :

- Ne sont pas soumis aux limites de qualité. Cependant leur concentration dans l'eau doit rester inférieure à la valeur guide de gestion sanitaire (Vguide) définie pour chaque substance par l'ANSES, ou à défaut, à une valeur de vigilance unique fixée à 0,9 μg/l.

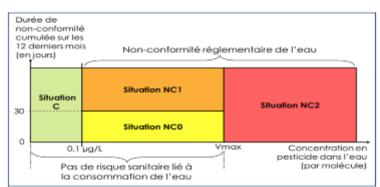
Comment sont déterminées les Vmax?

- Les valeurs sanitaires maximale sont déterminées par l'ANSES à partir des valeurs toxicologiques de référence (VTR) s'appliquant aux substances actives ou métabolites, en considérant que l'exposition d'une personne par l'eau qu'elle consomme ne doit pas dépasser 10 % de la VTR.
- Pour assurer la plus grande sécurité possible, la Vmax est construite pour protéger les forts consommateurs d'eau du robinet et tient compte de la consommation d'eau tout au long de la vie.
- Ces valeurs sanitaires maximales sont susceptibles d'être actualisées en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques, en particulier quand des VTR sont actualisées, ou encore quand les méthodes de calculs sont revues.
 La méthode d'élaboration des Vmax, mise en place à l'Agence en 2007, a ainsi été réactualisée dans un avis de 2019 en utilisant des données nationales récentes.
- Depuis 2007, ce sont un peu moins de 200 molécules qui ont fait l'objet d'une détermination de Vmax, dont environ 20 ont fait l'objet d'une réévaluation. A ce jour, les Vmax déterminées sont presque toutes supérieures à la limite de qualité de 0,1 μg/L (rares exceptions pour certains chlorés)
- En l'absence d'évaluation disponible de la Vmax par l'ANSES, l'instruction de la DGS du 24 mai 2022 prévoit la possibilité d'utiliser une Valeur Sanitaire Transitoire (VST) établie par l'Agence fédérale de l'environnement allemande (Umweltbundesamt, UBA)

Mesures de gestion en cas de dépassement de la LQ

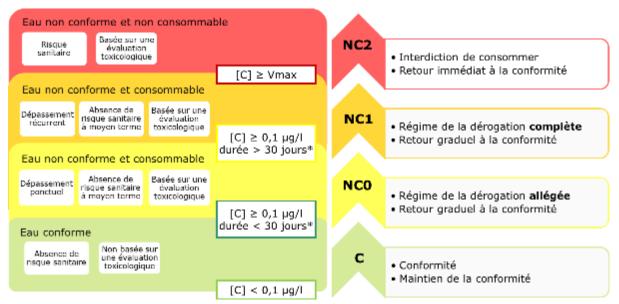
L'instruction de la DGS du 18/12/2020 distingue 4 types de situations selon la concentration et la durée du dépassement :





Situation		Risque sanitaire pour la population	Qualification	Actions à engager par l'ARS	Actions à engager par la PRPDE
c	< LQ en permanence	NON	Eau conforme	RAS	RAS
NCO	>LQ mais <vmax pendant <30j/an cumulés</vmax 	NON	Eau non conforme mais consommable	 Programme renforcé de suivi Distribution cau encadrée par une dérogation solon procédure allégée » 	 Information de la population Demande de dérogation auprès du Préfet avec plan d'action pour retour à la conformité seus 3 ans maxi. Renouvelable 1 fois.
NC1	>LQ mais <vmax pendant >30j/an cumulés</vmax 	иои	Eau non conforme mais consommable	 Programme renforcé de sulvi Distribution eau encadrée par une dérogation selon procédure « complète » 	 Information de la population Demande de dérogation auprès du Préfet avec plan d'action pour retour à la conformité sous 3 ans maxi. Renouvelable 1 fois.
NC2	> Vmax quelle que soit la durée du dépassement	OUL	Eau non conforme et non consommable	 Pas de dérogation possible 	 Réaliser une enquête afin de déterminer l'origine de la contamination Informer la population de ne pas utiliser l'éau du réseau public pour les usages allimentaires (boissen, préparation des alliments, cuissen, hormis le lavage des alliments) Informer les centres de dialyse, professions médicales et responsables d'entreprises du secteur allimentaire Informer les propriétaires ou utilisateurs de puits privés

Principes de gestion des non-conformités



* Durée de non-conformité cumulée sur les 12 derniers mois

Instruction DGS du 20 octobre 2023

- Parution d'une instruction interministérielle de la DGS à destination des ARS: Instruction N° DGS/EA/2023/160 du
 20 octobre 2023 relative à « la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les EDCH, à l'exclusion des eaux conditionnées. »
- Fait suite aux difficultés d'application des mesures de gestion sanitaire par certaines ARS sur des territoires qui font face à des valeurs particulièrement élevées de certaines molécules sans V max.
- Les métabolites du Chloridazone et du Chlorothalonil sont particulièrement ciblés, car concernés par des dépassements des valeurs transitoires (VST) définies dans l'instruction du 24 mai 2022. L'application littérale des mesures de gestion impliquerait des restrictions d'usages pour plusieurs centaines de milliers de personnes sur le territoire national.



Reçu en préfecture le 23/09/2024

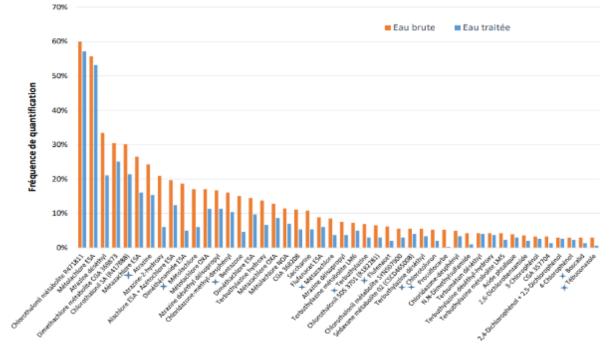
Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

- Compte tenu de :
- la difficulté de mise en œuvre des restrictions sur un tel périmètre,
- le risque subséquent de difficulté d'accès à l'eau potable,
- les différences d'application des règles sanitaires issues de la même Directive au sein des pays de l'UE,
- la prise en compte du rapport bénéfice/risque.
- La DGS recommande donc à ses ARS de surseoir temporairement à l'application de ces restrictions d'usage.
- approche de gestion proportionnée » de l'action publique.
 - → concerne également le cumul des substances
- Un plan d'action interministériel découle immédiatement de cette décision.

Les métabolites du Chlorothalonil

- Le Chlorothalonil est un fongicide qui a été utilisé en France depuis les années 70 sur de nombreuses grandes cultures : la vigne, le blé-orge, le pois, la betterave, le tournesol, la pomme de terre, l'avoine, seigle, triticale, gazon, cultures de pleins champs type ail, oignon, melon...
- 39 préparations commerciales en contenant ont obtenu une autorisation de mise sur le marché.
- Il a été interdit à la vente en France en 2019 avec une fin d'utilisation en mai 2020.
- Ses produits de dégradation sont très persistants.
- Parmi les métabolites du chlorothalonil, le R471811 est particulièrement résistant à la dégradation (forme d'acide sulfonique la famille phénolique se dégrade beaucoup plus vite).
- La campagne nationale menée à grande échelle par l'ANSES entre 2020 et 2022 sur les eaux brutes et eaux traitées représentant 20 % de la population consommatrice d'EDCH (136 000 résultats d'analyses) a montré la présence du R471811 dans plus d'un prélèvement sur 2 et un dépassement de 0.1 μg/l dans un tiers des échantillons.



Les métabolites du Chloridazone

- Le Chloridazone un herbicide de la famille des diazines qui a été utilisé principalement dans la culture des betteraves depuis les années 1960 jusqu'en décembre 2020.
- Il n'a pas été prouvé de potentiel cancérigène ou mutagène pour l'homme. L'arrêt de sa commercialisation est lié à l'absence de demande de renouvellement d'autorisation par le producteur.
- Le desphényl-chloridazone (DPC) et le méthyl-desphényl-chloridazone (MDPC) sont deux produits de dégradation du chloridazone dans le sol ou dans l'eau (métabolites).
- En 2007, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) écarte un risque pour la santé humaine associé à ces deux métabolites -> toxicité comparable ou inférieure à celle de la chloridazone qui ne présente aucun potentiel cancérigène ou mutagène.
- En 2020, l'ANSES identifie des faiblesses dans les protocoles toxicologiques disponibles → elle classe ces 2 métabolites PERTINENTS, par défaut (principe de précaution).



Envoyé en préfecture le 23/09/2024

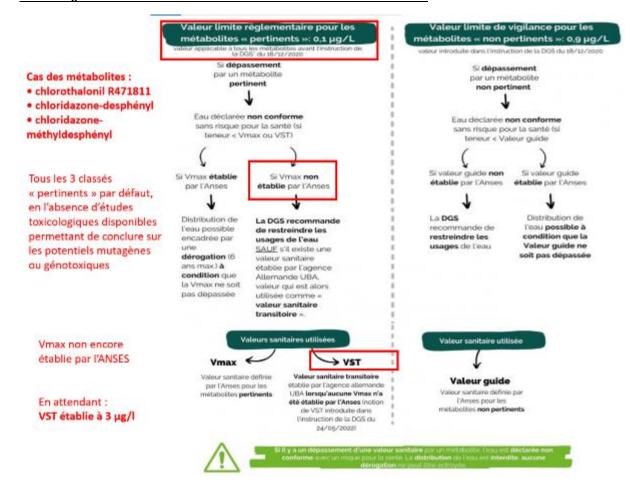
Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

- Pas de Valeur Sanitaire Maximum (Vmax) établie par l'ANSES à date, en l'absence de données d'études suffisantes concernant le potentiel génotoxique du DPC et le MDPC.
- Certaines ARS intègrent le suivi de ces 2 molécules au contrôle sanitaire, notamment l'ARS HDF à partir de mai 2021. En l'absence de Vmax disponible, elles utilisent une valeur de gestion provisoire (VGP) de 44 μg/l, c'est-à-dire 5 fois plus protective que la Vmax établie par l'ANSES pour la molécule mère de chloridazone (222μg/l).
- Cette valeur de gestion provisoire n'est plus appliquée depuis juin 2022, date à laquelle le ministère de la santé a fixé une valeur commune à toutes les régions.
- En juin 2022, en attendant que l'ANSES établisse la Vmax de ces 2 métabolites, le ministère de la santé fixe une « valeur sanitaire transitoire » à 3 μg/L, applicable dans toutes les régions.
- Elle correspond à celle établie par l'UBA (Umweltbundesamt, agence fédérale pour l'environnement) en Allemagne.
 A noter qu'un dépassement de cette valeur en Allemagne n'entraîne pas de restriction de la consommation de l'eau, comme en France, mais uniquement des actions de surveillance des concentrations dans l'eau et de réduction des apports en pesticides.

Modes de gestion sanitaires des métabolites du Chlorothalonil et du Chloridazone







FACE AUX METABOLITES: LE CARBOPLUS[®] DE SAUR, VERITABLE BARRIERE CONTRE LES MICROPOLLUANTS



CarboPlus® est la barrière contre les micropolluants.

Même à faible concentration, la multiplicité des micropolluants génère un risque potentiel sur la santé humaine et l'environnement.

Vous souhaitez



traitement des micropolluants très performant à moindre coût



énéficier d'une solution de traitement des micropolluants

pérenne et évolutive

Vos bénéfices



Garantie de la qualité de l'eau distribuée et épurée



Maîtrise des coûts d'exploitation



Flexibilité de la technologie vis-à-vis de la charge de pollution entrante



Solution pérenne par sa capacité d'anticipation sur les exigences réglementaires

Comment ça marche?

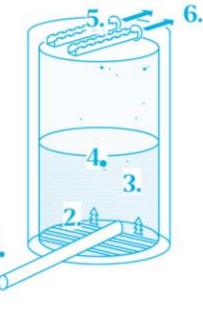
CarboPlus® est un réacteur vertical dans lequel l'eau rentre à la base de l'ouvrage et s'écoule de manière ascendante.

Ce flux traverse un lit de charbon actif qui adsorbe les micropolluants.

Un dispositif de traitement : - facile à exploiter

- performant et fiable

- compact



L'eau à traiter est injectée à la base de l'ouvrage

L'eau traverse le réacteur de bas en haut

Les micropolluants sont adsorbés sur le lit de charbon actif qui est expansé par le passage de l'eau

Le charbon est séparé de l'eau par gravité

L'eau traitée est récupérée par surverse

Sortie de l'eau traitée





ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

PFAS

Les PFAS ou composés perfluorés

- Les substances per- et polyfluoroalkylées, également connues sous le nom de PFAS, sont une large famille de plus de 4 000 composés chimiques aux propriétés très diverses.
- Antiadhésives, imperméabilisantes, résistantes aux fortes chaleurs, les substances PFAS sont largement utilisées depuis les années 1950 dans de très nombreux domaines industriels et produits de consommation courante : textiles, emballages alimentaires, mousses anti-incendie, revêtements antiadhésifs, cosmétiques, produits phytosanitaires, produits utilisés pour la photographie, isolant de câbles électriques, etc.

Les sources d'exposition aux PFAS

- Les PFAS se dégradent très peu, c'est pourquoi il est possible d'en retrouver des traces dans l'environnement, y
 compris des substances qui ont été interdites depuis plusieurs années (d'où l'appellation de « polluants éternels »).
- La présence de PFAS dans l'environnement a une origine uniquement anthropique, c'est-à-dire due à l'activité humaine.
- Du fait de l'utilisation variée de ces composés chimiques et de leur persistance, tous les milieux peuvent être concernés par des contaminations : l'eau, l'air, les sols, et la chaîne alimentaire.
- Toute la population est exposée, à des niveaux variables.
- La principale source d'exposition est l'alimentation, en particulier la consommation de produits de la mer, de viande, de fruits, d'œufs et la consommation d'eau de boisson.
- L'air intérieur et extérieur est aussi une voie d'exposition possible mais moins importante, ainsi que l'ingestion de poussières contaminées.
- Une campagne exploratoire est lancée en 2024 sur tout le territoire national par la Direction Générale de la Santé.
 Le rapport sera publié à une date prévisionnelle à mi année 2025.

Réglementation relative aux eaux de consommation en France

- Les PFAS font partie des nouveaux paramètres introduits à l'occasion de la refonte de la directive cadre sur l'eau, par la directive européenne 2020/2184 du 16/12/2020 relative à la qualité des Eaux destinées à la consommation humaine (EDCH).
- Ainsi, 20 PFAS sont ciblés et une limite de qualité réglementaire (0,10 μg/L ou 100 ng/L) est fixée pour la somme de ces 20 molécules dans les EDCH. Un autre paramètre plus global, intitulé « PFAS (total) », est également introduit avec une limite de qualité associée de 0,50 μg/L.
 - En décembre 2022, la directive européenne a été transposée en droit français (ordonnance n°2022-1611 du 22.12.2022 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine)
 - A partir du 1er janvier 2023, la France a décidé de faire appliquer, en anticipation, la directive européenne pour les points où la présence de PFAS a déjà été identifiée par l'administration.
 - A partir du 1er janvier 2026, les PFAS seront intégrés dans le contrôle sanitaire de routine de l'eau de consommation.

Procédés de traitement

- SAUR mène depuis plusieurs années des programmes de recherche et de développement afin d'analyser l'occurrence et le traitement de ces composés dans l'eau.
- Plusieurs technologies sont en cours de développement, présentant des niveaux de maturités différents, et des niveaux de performances technico-économiques variés.
- Il convient de préciser qu'il n'existe pas de traitement « universel » pour éliminer les PFAS, compte tenu de la très grande variété de molécules que cette dénomination recouvre.
- Plusieurs paramètres intrinsèques à chaque molécule influent sur leur facilité à être éliminée : la longue de la chaine carbonée, le groupe fonctionnel (carboxylique ou sulfonique), polarité, hydrophilie, etc.

SAUR dispose de solutions de traitement adaptées, avec de nombreux retours d'expérience permettant de vous guider au mieux vers la solution la plus pertinente en fonction de votre problématique locale :

- Traitements au charbon actif (charbon en grain ou micrograin)
 - Le choix du charbon actif doit être adapté aux molécules à éliminer : longueur de la chaîne carbonée et du groupe fonctionnel (acides sulfoniques = OK, carboxyliques = KO).
 - Peut se montrer inefficace sur composés à chaîne courte.
 - Impact important de la matière organique dissoute sur les capacités d'adsorption.



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

- Filtration membranaire par osmose inverse et nanofiltration
 - Adaptée à l'ensemble des composés perfluoroalkylés
 - Mais génère des volumes de concentrats importants qui doivent être éliminés : pas de filière économique à date pour le devenir de ces rejets.
- Résines échangeuses d'ions
 - Choix de résine polystyrénique anionique sélective, exploitation du filtre jusqu'à saturation du média filtrant durée de vie avancée > durée de vie du CAG
 - Efficacité limitée sur les acides carboxyliques
- Solutions eaux souterraines :
 - à court terme = location d'unité mobile CAG
 - à moyen/long terme = mis en place d'unité fixe à CAG ou d'une unité CarboPlus micrograin.

Par ailleurs, SAUR dispose de pilotes-démonstrateurs « CarboPlus », spécialement conçus pour permettre une mise en place rapide sur une filière de traitement.

Un protocole de 6 mois est alors mis en place, sous pilotage par notre Direction Technique, afin de tester différentes configurations opérationnelles et vous proposer la solution technique la plus performante (validation du type de charbon actif utilisé, prise en compte des variations de qualité de l'eau à traiter, validation des paramètres de pilotage du CarboPlus, validation des hypothèses de consommation et de couts d'exploitation, etc.).



NITRATES

La Commission Européenne a récemment mis en demeure la France en raison des quantités excessives de nitrates dans l'eau potable distribuée (> 50 mg/l).

La présence des nitrates dans les eaux est due :

- à leur présence naturelle dans l'environnement.
- à une contamination de la ressource en eau par des activités humaines .

En cas de pollution de votre ressource par les nitrates, SAUR peut vous accompagner pour trouver la solution technique la mieux adaptée à votre situation :

- filtration biologique, avec le **Bionitracycle**[®].
- résines échangeuses d'ions, avec le Nitracylce[©].



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

MANGANESE

Le manganèse ne présente pas de risques sanitaires mais peut être à l'origine des nuisances suivantes :

- la dégradation des propriétés organoleptiques de l'eau : goût « métallique » et coloration de l'eau.
- le développement de micro-organismes dans les réseaux de distribution.
- la formation de dépôt dans les réseaux de distribution avec risque de relargage ultérieur et remise en suspension de manganèse particulaire dans l'eau (taches noires sur le linge).

Dans son avis du 7 septembre 2020 relatif à la présence de manganèse dans l'EDCH, l'ANSES rappelle les conclusions et recommandations formulées dans son avis du 20 avril 2018 :

- une valeur sanitaire maximale de 60 µg/l pour le manganèse dans l'EDCH est proposée.
- la référence de qualité actuelle de 50 µg/l pallie le risque des nuisances évoquées ci-dessus.

En cas de présence excessive de manganèse dans votre ressource, nos experts sauront être force de proposition : mise en œuvre d'une oxydation au permanganate de potassium, filtration sur dioxyde de manganèse ...

CVM

Le chlorure de vinyle monomère est un produit chimique strictement synthétique, dont la présence dans l'eau de consommation est principalement liée à sa migration à partir de conduites en PVC posées avant 1980 sur les réseaux de distribution.

Outre la nature et l'ancienneté de la conduite, deux facteurs favorisent son relargage dans l'eau : le temps de contact de l'eau dans la conduite et sa température.

En avril 2020, une nouvelle instruction de la DGS est parue, avec comme évolutions majeures :

- votre collectivité, en tant que la PRPDE et Maître d'ouvrage, devient responsable de la gestion de la problématique CVM, en raison de votre connaissance du réseau et votre obligation à veiller à la qualité sanitaire de l'eau distribuée.
- un diagnostic CVM doit être mené sur l'ensemble des conduites à risque (évalué en fonction de la nature de la conduite, de sa date de pose et du temps de contact de l'eau) avec la mise en place d'un plan pluriannuel de réalisation des campagnes d'analyses.
- en cas de non-conformité confirmée(> 0,5 μg/l), le délai de mise en œuvre d'actions correctives **pérennes** dépend de la concentration en CVM : entre 3 mois (cas les plus critiques) et 2 ans.

Comme évoqué plus haut, l'arrêté du 30 décembre 2022 exige que le programme d'autocontrôle de la PRPDE intègre des actions de surveillance sur tout paramètre caractéristique d'une dégradation de la qualité de l'eau prélevée ou distribuée, tel que le chlorure de vinyle monomère. C'est l'analyse de dangers réalisée à l'occasion de l'établissement du PGSSE (obligation réglementaire de mise en place avant le 12 janvier 2029) qui déterminera le programme de surveillance en fonction du niveau de risque identifié.

SAUR se tient à votre disposition pour vous accompagner dans cette démarche :

- **modélisation hydraulique** des réseaux pour connaître les temps de contact.
- mise en place d'un **programme pluriannuel** d'échantillonnage et réalisation des campagnes d'analyses
- **proposition** d'actions correctives.

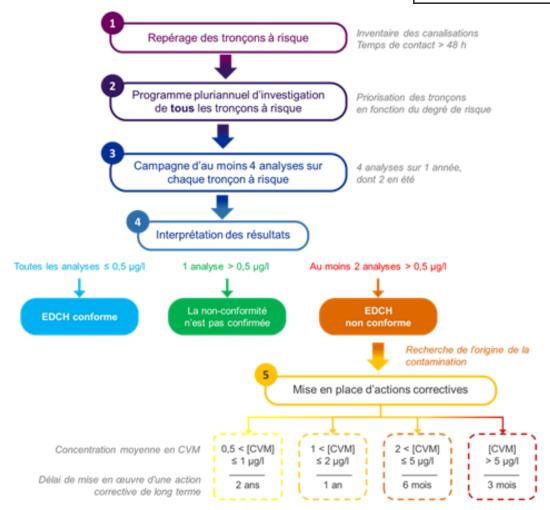
De plus, Saur mène en 2021 une **expérimentation** sur des territoires pilotes avec une solution de traitement individuel, la **carafe aérante**, qui offrirait en cas de situation de crise CVM :

- une alternative à la distribution d'eau en bouteille.
- une substitution aux purges de réseau, très consommatrices d'eau.



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le









Les recherches de fuites

Commune	Date	Adresse	Linéaire inspecté (ml)
FAY AUX LOGES	13/09/23	0 45450 FAY-AUX-LOGES France	20

Synthèse des fuites/casses réparées sur conduites

Commune	Nombre de casse/fuites réparées
FAY AUX LOGES	4

Détails des fuites/casses réparées sur conduites

Commune	Nature	Diamètre	Date	Adresse
FAY AUX LOGES	-	-	10/02/23	0 45450 FAY-AUX-LOGES France
FAY AUX LOGES	Pvc	70	22/03/23	167 Route de Saint-denis 45450 Fay-aux- Loges France
FAY AUX LOGES	Pvc	63	01/08/23	La Grandfardière 45450 Fay-aux-Loges France
FAY AUX LOGES	Fonte	110	23/11/23	14ter Chemin de la They 45450 Fay-aux- Loges France

Synthèse des interventions d'entretien des équipements et accessoires sur le réseau

Commune	Nature	Nombre d'intervention d'entretien
FAY AUX LOGES	Manoeuvre de vannes	1

Détail des interventions d'entretien des équipements et accessoires sur le réseau

Commune	Nature	Date	Adresse
FAY AUX LOGES	Manoeuvre de vannes	14/03/23	0 45450 FAY-AUX-LOGES France





Les opérations de maintenance ont pour but de maintenir ou de rétablir un groupe fonctionnel, un équipement ou du matériel dans un état spécifié, ou de leur restituer les caractéristiques de fonctionnement requises.

Les **opérations d'entretien de niveau 2**, correspondent à des travaux de maintenance préventive ou corrective de complexité moyenne. Ces travaux peuvent inclure des réparations effectuées dans des ateliers spécialisés ou le remplacement d'équipements. L'entretien de deuxième niveau ne couvre pas les opérations de renouvellement prévues dans le cadre des comptes de renouvellement ou des programmes de renouvellement. Ces opérations de maintenance peuvent être soit :

- curatives : réalisées en réponse à un dysfonctionnement ou une panne.
- préventives : effectuées pendant le fonctionnement normal de l'équipement pour maintenir ses performances et éviter les pannes.

Quant aux **contrôles réglementaires**, ils ont pour objectif de vérifier la conformité des installations électriques et des équipements de type systèmes de levage ou ballons anti-béliers, garantissant ainsi la sécurité du personnel.

Synthèse des interventions de maintenance 2ème niveau

Commune	Curatif	Préventif	Total
FAY AUX LOGES	2	0	2

Détail des interventions de maintenance 2ème niveau

Commune	Installation	Equipement	Date	Туре
FAY AUX LOGES	Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Armoire générale	13/04/23	Curatif
FAY AUX LOGES	Station et Réservoir - FAY AUX LOGES	CHLORATION	14/04/23	Curatif

Les interventions de contrôle réglementaire sur les installations électriques

Commune	Installation	Equipement	Date
FAY AUX LOGES	Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Surpression du stade - FAY-AUX- LOGES	30/06/23
FAY AUX LOGES	Surpression Bretauche - FAY AUX LOGES	Surpression Bretauche - FAY-AUX- LOGES	07/07/23
FAY AUX LOGES	Station et Réservoir - FAY AUX LOGES	Station et Réservoir - FAY-AUX- LOGES	07/07/23

LES OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT

Les Opérations de renouvellement dans le Cadre du programme contractuel : Un Programme Contractuel du Renouvellement correspond à un engagement du Délégataire à réaliser un programme prédéterminé d'opérations de renouvellement. Une dotation annuelle lissée a été établie à partir d'un planning prévisionnel détaillé des opérations de renouvellement.

Le montant des opérations réalisées correspond à l'affectation de la dépense au Programme Contractuel. Le tableau de suivi comprend l'ensemble des années depuis l'origine du contrat jusqu'à l'exercice actuel, et notamment le solde du Programme à date.



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Les Opérations de renouvellement dans le Cadre du fonds contractuel : Un Fonds Contractuel de Renouvellement consiste à prélever tous les ans sur les produits du service un certain montant défini contractuellement et de le consacrer à des dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. La liste des équipements entrant dans le cadre de ce Fonds Contractuel de Renouvellement a été établie à l'origine du contrat.

Le montant des opérations réalisées correspond à l'affectation de la dépense au Fonds Contractuel. Le tableau de suivi comprend l'ensemble des années depuis l'origine du contrat jusqu'à l'exercice actuel, et notamment le solde du fonds à date.

La garantie pour la continuité de service: Une garantie est un renouvellement fonctionnel qui se traduit par un engagement contractuel de garantie de bon fonctionnement des installations. Elle s'applique sans programme contractuel et sans restitution des montants non dépensés en fin de contrat. C'est une « assurance » de bon fonctionnement pour la collectivité.

Les tableaux reprennent ci-après les opérations de renouvellement :

Renouvellement Réalisé en Garantie année : 2023	Libellé Matériel	Type Renouvellement	Date réalisation	Montant
Station et Réservoir - FAY AUX LOGES	Robinet prélèvement EF	Remplacement de composants ou rénovation	22/02/2023	
Total				1 266



Envoyé en préfecture le 23/09/2024 Reçu en préfecture le 23/09/2024

- Clause de renouvellement : G+P Programme prévisionnel actualisé du Programme au : 31/12/2023		Type de Renouvellement	2022	2023	2025	2026	2027	2028	2030	Année de Réalisatio
Programme au :	31/12/2023									
Comptage - FAY AUX LOGES	Compteur	Renouvellement complet du matériel					760			
Station et Réservoir - FAY AUX LOGES	Télétransmission	Renouvellement complet du matériel	2 940							
Station et Réservoir - FAY AUX LOGES	Pompe	Renouvellement complet du matériel							6 690	2023
Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Compteur volume surpressé	Renouvellement complet du matériel					760			
Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Télétransmission	Renouvellement complet du matériel	2 190							
Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Armoire générale	Renouvellement complet du matériel					5 000			
Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Variateur pompe 1	Renouvellement complet du matériel					3 580			
Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Variateur pompe 2	Renouvellement complet du matériel					2 300			2022
Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Variateur pompe 3	Renouvellement complet du matériel					2 300			2022
Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Pompe n°1	Renouvellement complet du matériel					2 450			
Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Pompe n°2	Renouvellement complet du matériel					1 100			2022
Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Pompe n°3	Renouvellement complet du matériel					1 100			2022
Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Vannes	Renouvellement complet du matériel					710			2023
Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Clapets	Renouvellement complet du matériel					1 040			2022



Reçu en préfecture le 23/09/2024 52LO

Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Tuyauterie	Renouvellement complet du matériel					4 190		
Surpression de Nestin - FAY AUX LOGES	Echelle	Renouvellement complet du matériel			620				
Surpression de Nestin - FAY AUX LOGES	Compteur volume surpressé	Renouvellement complet du matériel				600			
Surpression de Nestin - FAY AUX LOGES	Télétransmission	Renouvellement complet du matériel		2 190					
Surpression de Nestin - FAY AUX LOGES	Armoire générale	Renouvellement complet du matériel		5 000					
Surpression de Nestin - FAY AUX LOGES	Vannes	Renouvellement complet du matériel			710				
Surpression de Nestin - FAY AUX LOGES	Clapets	Renouvellement complet du matériel			590				
Surpression de Nestin - FAY AUX LOGES	Tuyauterie	Renouvellement complet du matériel			3 660				
Surpression Bretauche - FAY AUX LOGES	Compteur volume surpressé	Renouvellement complet du matériel				540			
Surpression Bretauche - FAY AUX LOGES	Télétransmission	Renouvellement complet du matériel	2 190						
Surpression Bretauche - FAY AUX LOGES	Armoire générale	Renouvellement complet du matériel						4 540	



Reçu en préfecture le 23/09/2024 52LO

Dotations non actualisées en Programme au : 31/12/2023	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Total (€)
Dotations(€)	5 775	5 775	5 775	5 775	5 775	5 775	5 775	5 775	5 775	5 775	57 750

Coefficients en Programme au : 31/12/2023	2022	2023
Coefficient de la dotation	1,000000	1,066441
Coefficient de report de solde	1,000000	1,000000

Bilan financier en Prograr 31/12/2023	2022	2023	Total (€)	
Dotation a	5 775	6 159	11 934	
Report de solde	actualisé (€)	0	- 2 065	
Programmé au contrat	TOTAL	7 840	7 892	15 732
Total renou	7 840	7 892	15 732	
	Solde(€)	- 2 065	- 3 798	



Reçu en préfecture le 23/09/2024 52LO

Renouvellement Réalisé en Programme année : 2023	Libellé Matériel	Type Renouvellement	Date réalisation	Montant
Station et Réservoir - FAY AUX LOGES	Pompe	Renouvellement complet du matériel	28/09/2023	7 134
Surpression du stade - FAY AUX LOGES	Vannes	Renouvellement complet du matériel	13/04/2023	757
Total				7 892



Recu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

ATTESTATIONS D'ASSURANCES

Attestation Dommages aux Biens



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES dont le siège social est situé 14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans Cedex09, certifions par la présente que la Société :

SAUR SAS 11 Chemin de Bretagne CS 40082 92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

agissant tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra et notamment pour le compte de ses filiales, est assurée par le contrat Tous Risques Sauf n°127 100 212.

Les garanties s'exercent notamment pour le compte de la société désignée ci-après, laquelle a la qualité d'assuré :

SAUR SAS 11 Chemin de Bretagne - CS 40082 92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

Ce contrat garantit l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers :

- En propriété ou loués,
- Vendus avec une clause de réserve de propriété,
- Appartenant à autrui, lorsque l'assuré en est, à titre onéreux ou gratuit, utilisateur, occupant, gardien ou détenteur à quelque titre que ce soit,
- Appartenant au personnel de l'Assuré, lorsque que lesdits biens sont situés dans les établissements assurés,
- Tous titres de paiement désignés sous le titre générique de valeurs.

Ainsi que les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les évènements suivants :

Incendie, Foudre, Explosions, Implosions et électricité, Chute d'appareils de navigation aérienne et franchissement du mur du son, Tempêtes, ouragans, cyclones, tornades, Grêle, chute et/ou poids de la neige et/ou de la glace, Ruissellement d'eau, de boue ou de lave, Glissements et effondrements de terrains, Inondation, Séismes, Eruption volcanique, Raz-de-marée, Chocs de véhicules terrestres à moteur, Fumées, Bris de glaces, Dégâts des eaux, Emeutes, Mouvements populaires, Vandalisme, Malveillance, Sabotage, Terrorisme et Attentats en France (art.L126-2 et L126-3 du Code des Assurances), Vol, Détériorations immobilières consécutives à un vol ou une tentative de vol, Gel (dommages aux installations), Bris de Machines, Catastrophes naturelles (art.L125-1 et suivants du Code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions du contrat cité en référence ci-dessus.

La présente attestation d'assurance, valable du 1er Avril 2024 au 31 Mars 2025 inclus, sous réserve du paiement de la prime, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager les assureurs au-delà des limites de garanties de la police à laquelle elle se réfère

Fait à Paris, le 29 Mars 2024

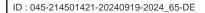


MMA IARD Assurances Mutuelles Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS Le Mans 775 652 126 MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 368 euros entièrement versé RCS Le Mans 440 048 882 Sièges sociaux : 160 rue Henri Champion - 72030 Le Mans Cedex 9 Entreprises régies par le Code des Assurances



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le



Responsabilité civile



Attestation d'Assurance

Nous soussignés, Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

SAUR SAS 11, Chemin de Bretagne - CS 40082 92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° FRL002815 garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation

Tous dommages confondus (corporeis, matérieis et immatérieis consécutifs ou non) 20

20 000 000 EUR Par sinistre

Responsabilité Civile Aorès Livraison et/ou Aorès Réception.
Tous dommages confondus (corporeis, matérieis et immatérieis consécutifs ou non)

20 000 000 EUR Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance du 01/04/2024 au 31/03/2025

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se référe.

Fait à Paris La Défense, le 29/03/2024

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :

S. PERREAL Allianz (II)

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succurate to Transce
1 Cores METheler
(S. Salte)

2076 Paris La Défense er 424608 ECS Novement

Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France 1 Cours Michelet - CS 30051 92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX 487 424 606 RCS Narrierre

Siège social: Königinstrasse 28 80802 Munich Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312 Entreprise soumise au contrôle de la Bundesnstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht Grautheinderfer Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne

www.agcs.allianz.com



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment)



ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance GENERALI Iard, dont le siège social est situé 2 rue Pillet-Will, 75009 PARIS, atteste que :

STE SAUR 11, CHEMIN DE BRETAGNE CS40082 92442 ISSY MOULINEAUX CEDEX SIREN 339.379.984

est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° AP392620 pour la période de validité du 01/01/2024 au 31/12/2024 couvrant les activités professionnelles suivantes :

ENTREPRISE GÉNÉRALE

Réalisation de la totalité des travaux d'une opération de construction réalisés en tout ou partie par le personnel d'exécution de l'entreprise.

TERRASSEMENT

Défrichement, remise à niveau des terres, réalisation à ciel ouvert de creusement et de blindage de fouilles provisoire dans des sols, ainsi que des travaux de rabattement de nappes nécessaires à l'exécution des travaux, de remblai, d'enrochement non lié et de comblement (sauf des carrières) ayant pour objet soit de constituer par eux-mêmes un ouvrage soit de permettre la réalisation d'ouvrages. Cette activité comprend les sondages et forages.

VOIRIES RÉSEAUX DIVERS (V.R.D.)

Réalisation de réseaux de canalisations, de tous types de réseaux enterrés ou aériens, de systèmes d'assainissement autonome, de voiries, de poteaux et clôtures.

Réalisation d'espaces verts, y compris les travaux complémentaires de maçonnerie.

Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de terrassement et de fouilles.

CONTRACTANT GENERAL

Réalisation d'une opération de construction portant sur la maitrise d'oeuvre et l'exécution des travaux tous corps d'état, cette exécution étant donnée intégralement en sous-traitance.

Ces marchés sont pris uniquement dans le cadre de réalisation d'ouvrage de :

Voiries Réseaux Divers:

- réseaux et canalisation d'eau potable ou incendie,
- réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales,
- les ouvrages de voiries y compris fondations et terrassements

Ouvrages d'hygiène publique :

- stations de pompage, réservoirs et château d'eau,
- stations d'épuration des eaux usées et résiduaires,
- Usines de traitement de résidus ou d'effluents urbains,

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- Collecteurs d'eaux usées ou pluviales,
- Usines de traitement d'eau potable,
- ouvrages liés à des opérations de traitement et de valorisation des déchets dont la construction d'unité de tri, compostage, incinération, plateforme de traitement de boues.

1. PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Generali Iard, SA au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris - Siège Social : 2, rue Pillet-Will - 75009 Paris Generali Vie, SA au capital de 332 321 184 euros - Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris - Siège Social : 2, rue Pillet-Will - 75009 Paris Sociètés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



Recu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

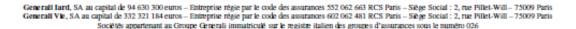


- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée cidessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine ou dans les Départements d'Outre-Mer.
- aux chantiers dont le coût total de construction TTC tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 €.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants:
 travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P¹ ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P²,

pour des procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :

- d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³
- d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx) avec avis favorable,
- d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.
- (1) Les Règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en oeuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).
- (2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).
- (3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.







2. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie					
	Le montant de la garantie couvre le coût des travaux					
	o Hors habitation: Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.					
déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.	o En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré.					
Elle est gérée en capitalisation.	le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.					
Durée et maintien de la garantie						
La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.						

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3. GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie					
Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.	6.000.000 € par sinistre					
Durée et maintien de la garantie						

Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.

Generali Iard, SA au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris Generali Vie, SA au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris Sociètés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE



Fait pour servir et valoir ce que de droit à PARIS, le 28/12/2023

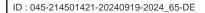
JEANNE

Generali Tard, SA au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris Generali Vie, SA au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le



Attestation Responsabilité civile Atteinte à l'Environnement



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, AIG Europe SA - Succursale pour la France – Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets,92913 Paris La Défense Cedex, attestons par la présente que

SAUR SAS 11 Chemin de Bretagne - CS 40082 92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales, sont assurés par la police n° 7 201 983, souscrite par SAUR SAS contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant leur incomber en raison d'atteintes à l'environnement soudaines et accidentelles et/ou graduelles, de nuisances, de préjudice écologique ou de dommages environnementaux imputables à l'exercice de leurs activités et sites visés au contrat.

Garanties et limites :

Limites par sinistre	Limites pour la période de garantie *
25.000.000 €	25.000.000 €
25.000.000 €	25.000.000 €
25.000.000 €	25.000.000 €
5.000.000 €	15.000.000 €
10.000.000 €	25.000.000 €
15.000.000 €	15.000.000 €
15.000.000 €	15.000.000 €
15.000.000 €	15.000.000 €
5.000.000 €	15.000.000 €
15.000.000 €	15.000.000 €
25.000.000 €	25.000.000 €
2.500.000 €	2.500.000 €
25.000.000 €	25.000.000 €
5.000.000 €	15.000.000 €
2.500.000 €	5.000.000 €
150.000 €	500.000€
	sinistre 25.000.000 € 25.000.000 € 25.000.000 € 5.000.000 € 15.000.000 € 15.000.000 € 5.000.000 € 25.000.000 € 25.000.000 € 25.000.000 € 25.000.000 €

^{*} Il est rappelé que la capacité est accordée en une seule enveloppe pour la **période d'assurance** <u>sans renouvellement annuel des</u> <u>capacités</u>.

Il est rappelé que sont inclus pour chaque garantie les Frais de défense associés (sans préjudice des dispositions de l'article 3.1.6. des Conditions générales relatif aux frais de défense lors de la mise en cause de la Responsabilité des dirigeants).

Territorialité: Monde hors Etats-Unis et Canada

Cette attestation est délivrée pour la période du 1er avril 2023 au 1er avril 2026 à zéro heure pour servir et valoir ce que de droit. Elle est valable dans la seule limite des montants et conditions de garantie, franchises et exclusions du contrat précité et n'implique qu'une présomption de garanties à la charge de l'assureur sous réserve des règlementations locales applicables.

En cas de sinistre, les sommes dues par l'assureur au titre de la police citée ci-dessus seront payées au souscripteur du contrat.

Fait à Paris La Défense le 29 mars 2024



AIG Europe S.A. – compagnie d'assurance au capital de 47 176 225 euros, immatriculée au Luxembourg (RCS n° B 218805). Siège social : 35 D Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg.

Succursale pour la France: Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, 92400 Courbevole - RCS Nanterre 838 136 463
Adresse Postale: Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets, CS 60234, 92913 Paris La Défense Cedex - Téléphone: +33 1.49.02.42.22 - Facsimile: +33 1.49.02.44.04.



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Attestation Tous risques chantiers



GENERALI lard

Police Tous Risques Chantier / Tous Risques Montage Essais

Police Nº AH 116929 - Attestation

Assuré: SAUR SAS 11 Chemin de Bretagne - CS 40082

92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

Police nº AH 116929



Période de validité :	du 1er avril 2024 au 31 mars 2025
Fonctionnement de la garantie :	L'assurance s'applique aux marchés qui, au 1er avril 2024, sont en cours d'exécution ou de maintenance et/ou aux marchés dont l'exécution commencera après cette date, dès lors que, pour chaque chantier: • le coût estimé est inférieur à 30 000 000 euros. • la durée des travaux est inférieure à 36 mois • la durée des essais n'excède pas 12 mois Après réception (période de maintenance), les garanties se poursuivent sur une période de 12 mois.
Biens Assurés :	Tous travaux de construction, extension, réhabilitation, etc. de stations d'épuration, installations de traitement des eaux, usines de traitement de déchets, installations de traitement des résidus d'épuration, y compris par incinération.
Etendue de la garantie :	La prise en charge des frais de remplacement et/ou de remise en état des biens assurés et/ou de tout ou partie de ceux-ci qui seraient physiquement endommagés, détruits ou perdus de quelque manière et pour quelque cause que ce soit, sous réserve des exclusions spécifiques dans le contrat.
Territorialité :	Site du chantier ou abords immédiats pour les aires d'entreposage, pour des chantiers situés en Europe (France + LPS) & Suisse.

La présente attestation est valable pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager GENERALI lard au-delà des clauses, conditions et limites du contrat d'assurance auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 11 avril 2024

GENERALITAN SA au capital de 94 630 300 Euros Entrepriso Régio parle Orde des Assurances Siège Social : 2 rue Pillet Will - 75009 Paris RCS PARTS B 552 062 663

GENERALI lard

Société anonyme au capital de 94 630 300 euros Entreprise régie par le Code des assurances – 552 062 663 RCS Paris Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75456 Paris cedex 09

Société appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurance sous le numéro 026



ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

ANNEXES COMPLEMENTAIRES

Liste des données nécessaire à l'établissement du Rapport sur le Prix et la Qualité de Service :

Descriptio	on du contrat		
FAY AUX LOGES			
Délégation de service public			
début contrat : 1 janvier 2022	fin contrat : 31 décembre 2031		

Tarification de l'eau potable			
D102.0 Tarification de l'eau potable au m3 pour 120m3 au 01/01/N+1 pour l'année 2023			
	Part communale et intercommunale		
VP.191	Montant de la part fixe (Abonnement) revenant à la collectivité	30,00	€HT/an
	Montant de la part variable (Consommation) revenant à la collectivité : Prix unitaire de 0 à 120 m^3	0,5200	€HT/m³
VP.178	Montant total HT de la facture 120m³ revenant à la collectivité (abonnement + consommation x 120)	92,40	€HT/120m³
	Part distributeur (délégataire)		
VP.190	Montant de la part fixe (Abonnement) revenant au délégataire	37,96	€HT/an
	Montant de la part variable (Consommation) revenant au délégataire : Prix unitaire de 0 à 120 m^3	0,4280	€HT/m³
VP.177	Montant total HT de la facture 120m³ revenant au délégataire (abonnement + consommation x 120)	89,32	€HT/120m³
	Taxes des organismes publics		
VP.215	Redevance Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	0,0550	€HT/m³
VP.216	Redevance Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	0,2300	€HT/m³
VP.214	Redevance prélèvements AEP (Voies Navigables de France)	-	€HT/m³
VP.219	Autres taxes et redevances applicables sur le tarif (hors TVA)	-	€HT/m³
VP.213	Taux de TVA applicable sur l'ensemble de la facture	5,5%	%
VP.179	Montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture $120 \mathrm{m}^3$ (VP.214+VP.215+VP.216+VP.219) x 120 x (1+VP.213/100) + (VP.177+VP.178) x VP.213/100	46,08	€TTC/120m³
	Montant total d'une facture 120m³ TTC au 1er janvier de l'année N+1	227,80	€TTC/120m³
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 au 1er janvier de l'année N+1	1,90	€TTC/m³
VP.185	Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année 2022 au 31/12/2023	394 891	€HT
DC.184	Montant HT des recettes liées à la facturation pour 2023 (hors travaux)	218 639,90	€HT





Qualité de l'eau Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité				
P101.	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie			
P101.1a	Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques	11		
P101.1b	Nombre de prélèvements non conformes microbiologiquement	0		
P101.1	Conformité microbiologique de l'eau distribuée (La donnée est fournie à titre indicatif. La valeur communiquée par l'ARS prévaut.)	100%		
P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques				
P102.1a	Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques	11		
P102.1b	Nombre de prélèvements non conformes physico-chimiquement	0		
P102.1	Conformité physico-chimique de l'eau distribuée (La donnée est fournie à titre indicatif. La valeur communiquée par l'ARS prévaut.)	100%		
DC.192	Nature des ressources utilisées (part des eaux souterraines) Rapport en pourcentage entre les volumes prélevés par pompage sur volumes prélevés total moins les imports		inées Agence de 'EAU	

Réseau					
P104.3 Rendement du réseau de distribution					
	Production propre du service				
VP.059	Total des Volumes produits (sur la période de relève ramené sur 365 jours)	211 715	m³		
VP.060	Total des Volumes importés (sur la période de relève ramené sur 365 jours)	0	m³		
VP.061	Total des Volumes exportés (sur la période de relève ramené sur 365 jours)	0	m³		
VP.063	Volumes consommés comptabilisés domestique	188 362	m^3		
VP.201	Volumes consommés comptabilisés non domestique	3 775	m³		
VP.232	Total des Volumes consommés comptabilisés (sur la période de relève ramené sur 365 jours)	192 137	m³		
VP.221	Volumes consommés sans comptage (sur la période de relève ramené sur 365 jours)	404	m³		
VP.220	Volumes de service du réseau (sur la période de relève ramené sur 365 jours)	766	m ³		
	Rendement du réseau de distribution				
VP.077	Linéaire de réseau hors branchement	52,709	Km		
VP.056	Nombre total d'abonnés (abonnements)	1 717	ab		
VP.228	Densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnements au kilomètre)	33	ab/Km		
P104.3	Rendement du réseau de distribution	91,31%			
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	1,02	m³/Km /j		
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	0,96	m³/Km/j		
	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable				
VP.141	Linéaire de réseaux renouvelés au cours de l'année (quel que soit le financeur)	0	Km		
VP.140	Linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur) sous réserve des informations en notre possession	0	Km		
VP.077	Linéaire de réseau hors branchement	52,709	Km		
DC.195	Montant financier HT des travaux engagés pour l'année	23 631	€HT		
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0	%		



P103.2B : Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux						
Condition d'acquisition	Code SISPEA	Descriptif	Résultats	Note		
PARTIE A : Plan des réseaux						
Sur 10 points	VP.236	Existence d'un plan du réseau d'eau potable pour l'année 2023	OUI	10 points		
Sur 5 points	VP.237	Mise à jour au moins annuelle des plans du réseau d'eau potable	OUI	5 points		
Total Partie A: (Sur 15 points) 15 points / 15 points						
PARTIE B : Inventaire des réseaux						
	VP.238	Inventaire avec mention de la catégorie de l'ouvrage	OUI			
	VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux d'eau potable à partir d'une procédure formalisée pour les informations relatives aux tronçons de réseaux.	OUI			
		ions précédentes sont « Oui » alors les indicateurs sui	•			
Les 5 poir	nts restar	its sont répartis ainsi : <60%=0 ; >60%=1 ; >70%=2 ; >8 Pourcentage de connaissance des informations	30%=3 ; >90%=4 ;>9	95%=5 points		
	VP.239	structurelles	99,33%	15 points		
Sur 15 points		néaire de réseau d'eau potable avec diamètre / atériau renseigné pour l'année 2023	52,357	Km		
	VP.241	Pourcentage de connaissance de l'âge des canalisations	98,71%	15 points		
Sur 15 points		néaire de réseau d'eau potable avec période de pose enseignée pour l'année 2023	52,03	Km		
Pour évaluer :	- Li	- Linéaire total de réseau d'eau potable pour l'année 2023 52,709				
		Total Partie B : (Sur 30 points)	30 points	/ 30 points		
	<u>Po</u>	ur comptabiliser le total de la partie B, la partie A doit	être à 15 points			
	P#	ARTIE C : Autres éléments de connaissance et de gest	ion des réseaux			
Sur 10 points	VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et	OUI	10 points		
Sur 10 points	VP.243	des servitudes du réseau d'eau potable Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements	OUI	10 points		
Com 10 mainta	VD 244	électromécaniques Localisation des branchements du réseau d'eau	OU	10		
Sur 10 points	VP.244	potable	OUI	10 points		
Sur 10 points	VP.245	Un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau	OUI	10 points		
Sur 10 points	VP.246	Un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau	OUI	10 points		
Sur 10 points	VP.247	Localisation et identification complète des interventions sur le réseau d'eau potable	OUI	10 points		
Sur 10 points (conditionnel)	VP.248	Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	Si les 2 conditions suivantes sont « Oui »	0 points		
		xistence d'un plan pluriannuel de renouvellement des analisations en eau potable	NON			
		ise en œuvre d'un plan pluriannuel de nouvellement des canalisations en eau potable	NON			
Sur 5 points	VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux portant sur au moins la moitié du linéaire	NON	0 points		
		de réseaux. Total Partie C : (Sur 75 points)	60 naints	/ 75 points		
Pour	nmntahili	ser le total de la partie C, la somme des parties A+B de				
<u>Foul Co</u>	P103.2B			/ 120 points		





Abonnés				
VP.056	Nombre d'abonnés (abonnements) total	1 717		
	- Dont nombre d'abonnés (abonnements) domestiques	1 703		
	- Dont nombre d'abonnés (abonnements) non domestiques	14		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis (selon données INSEE N-2)	3 691		
VP.229	Ratio du nombre d'habitants par abonnement	2,15	Habitants/ab onnements	
VP.020	Nombre d'interruptions de service non programmées	4		
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées pour 1000 abonnements	2,33	% ₀	
P152.1	Taux de respect du délai d'ouverture	95,65	%	
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	2	jours	
VP.003	Nombre de réclamations écrites reçues par le délégataire	6		
VP.152	Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité	Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité		
P155.1	Taux de réclamations pour 1000 abonnements	3,49	°/ ₀₀	

Gestion financière				
VP.119	Somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)	0	€HTVA	
VP.063	Volumes consommés comptabilisés domestique	188 362	m^3	
VP.201	Volumes consommés comptabilisés non domestique	3 775	m³	
VP.232	Volumes consommés comptabilisés (sur la période de relève ramené sur 365 jours)	192 137	m³	
	Les données suivantes relèvent de la responsabilité de la collectiv	ité :		
VP.182	Encours total de la dette		€	
VP.183	Epargne brute annuelle		€	
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité			
VP.268	Montant restant impayés au 31/12/2023 sur les factures émises au titre de l'année 2022	5 956	€TTC	
VP.185	Montant TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année 2022, au 31/12/2023	394 891	€TTC	
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau	1,51	%	





Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Ce glossaire récapitule pour les principaux termes utilisés dans les métiers de l'eau, et plus particulièrement dans ce rapport annuel du délégataire, la définition et éventuellement le mode de calcul des informations transmises :

<u>Analyse de pilotage AEP</u>: c'est un ensemble d'analyses effectuées par l'exploitant avec pour objectif d'améliorer et d'optimiser la configuration des installations liées à l'Approvisionnement en Eau Potable (AEP). Ces données peuvent être obtenues à partir de diverses sources, notamment :

- des instruments portables ou appareils installés en des emplacements fixes dédiés à la mesure de la qualité de l'eau.
- des analyses de la qualité de l'eau réalisées en utilisant des méthodes rapides adaptées aux conditions sur le terrain ou effectuées dans des laboratoires d'analyses spécialisés.

<u>Autosurveillance EU :</u> elle correspond à toutes les actions entreprises par l'exploitant sur la station de traitement et sur le réseau pour garantir le bon fonctionnement de l'épuration. Cela consiste notamment à effectuer des analyses sur une période de 24h selon un calendrier défini à l'avance et à transmettre les résultats d'analyse à la police et à l'agence de l'eau.

<u>Biens financés par la collectivité</u>: il s'agit de biens qui sont la propriété de la collectivité et qui sont mis à la disposition du délégataire dans le cadre d'un contrat. À la fin de ce contrat, ces biens reviennent automatiquement et gratuitement à la collectivité.

<u>Biens de retour</u>: ce sont des biens qui ont été financés par le délégataire, qui sont affectés au service et qui sont essentiels à son bon fonctionnement. À la fin du contrat, ces biens reviennent automatiquement et sans frais à la collectivité.

<u>Biens de reprise</u>: ce sont des biens financés par le délégataire, qui sont utilisés pour le service. À la fin du contrat, la collectivité a la possibilité de les racheter selon les modalités financières préalablement établies dans le contrat, sans que le délégataire puisse s'y opposer.

<u>Bilan journalier EU:</u> ce rapport évalue l'efficacité du traitement d'une installation d'épuration des eaux usées en se basant sur des échantillons prélevés à l'entrée et à la sortie de l'installation sur une période de 24 heures, en fonction du débit. Différents paramètres sont analysés et comparés, notamment les concentrations de certains composants et/ou le rendement de l'épuration, par rapport aux performances que l'installation doit atteindre conformément aux normes établies.

<u>Bilan annuel EU:</u> ce rapport résume l'efficacité de traitement sur une année donnée en se basant sur des échantillons prélevés à l'entrée et à la sortie de l'installation tout au long de l'année. Il évalue la conformité de certains paramètres en utilisant les bilans journaliers, en prenant en compte une marge de tolérance établie par la réglementation. Pour d'autres paramètres, la conformité est évaluée en calculant la moyenne des mesures effectuées. En fin de compte, l'exploitant évalue la conformité de l'installation sur l'année, paramètre par paramètre, puis pour l'ensemble de l'installation. La police de l'eau a pour mission de donner son avis officiel sur la conformité de l'installation en se basant sur les données fournies par l'exploitant.

<u>Branchement AEP :</u> il s'agit de l'ensemble de canalisations et d'équipements qui relient la partie publique du réseau de distribution d'eau au réseau de distribution intérieur d'un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d'arrêt d'eau situé avant le compteur, ainsi qu'un compteur général.

<u>Branchements EU :</u> Il s'agit de canalisations distinctes pour les eaux usées et les eaux pluviales, qui se connectent au réseau public d'assainissement collectif. Ces canalisations partent des regards de branchement ou boîtes de branchement situés en limite de propriété, auxquels les installations privatives de l'usager sont raccordées.

<u>CARE</u>: compte Annuel de Résultat de l'Exploitation. Pour un contrat déterminé, les chiffres de l'année en cours sont indiqués, et ceux de l'année précédente sont rappelés. Le cadre de ce CARE a été établi par la FP2E, dans le respect strict du décret 2005-236 du 18 mars 2005.

<u>Client :</u> personne physique ou morale consommant de l'eau et ayant au moins un contrat abonné le liant avec le service de distribution de l'eau.

<u>Compte (ou fonds contractuel) de renouvellement :</u> il s'agit des opérations de renouvellement réalisées sans programmation contractuelle, imputées sur un compte de tiers qui correspond à la mise en place de fonds prélevés sur les produits du délégataire, pour couvrir les aléas de fonctionnement des équipements.

<u>Compteur</u>: équipement faisant partie intégrante du branchement et qui permet de comptabiliser les volumes consommés par le branchement.

Contrat abonnés AEP: contrat associé à un branchement liant un client au service de distribution de l'eau.



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

<u>Contrôle sanitaire AEP</u>: ensemble des analyses réalisées par les ARS afin de contrôler la qualité des eaux. Ces analyses sont effectuées dans des laboratoires agréés à partir d'échantillons prélevés sur différents points de contrôle (captage, installations de production/traitement, réseaux de distribution, points de consommation).

<u>Echantillon AEP</u>: volume d'eau prélevé dans le but d'analyser les caractéristiques de l'eau à l'endroit et au moment précis du prélèvement. Les caractéristiques de l'eau sont décomposées et quantifiées/évaluées par paramètre lors de leur analyse.

<u>Garantie pour continuité de service (dite de renouvellement)</u>: il s'agit d'un renouvellement, où le Délégataire prend à sa charge, et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation ou de renouvellement des équipements, nécessaires à la continuité du service.

<u>Indice linéaire de pertes en réseau AEP</u>: l'indice linéaire de pertes en réseau correspond aux volumes perdus dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m³/km/jour. Les volumes perdus sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Cet indicateur, qui rapporte les volumes des pertes en eau à une grandeur caractéristique du réseau, traduit directement l'état physique de ce réseau.

<u>Indice linéaire des volumes non comptés AEP</u>: l'indice linéaire des volumes non comptés correspond aux volumes non comptés dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m³/km/jour. Les volumes non comptés est égal à la différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés comptabilisés.

<u>Paramètre d'une analyse AEP</u>: un paramètre correspond à une caractéristique précise ou à un composé spécifique dont la teneur dans l'échantillon d'eau est quantifiée/évaluée. Certains paramètres font l'objet d'une réglementation. Un paramètre réglementé peut donc pour un échantillon donné être conforme ou non-conforme.

<u>Paramètre d'une analyse EU</u>: un paramètre correspond à une caractéristique précise ou à un composé spécifique dont la teneur dans l'échantillon d'eau est quantifiée/évaluée. Certains paramètres font l'objet d'une réglementation. Un paramètre réglementé peut donc pour un échantillon donné être conforme ou non-conforme. Si un jour donné, la station reçoit plus d'effluent à traiter que prévu, la conformité du paramètre ne peut pas être établie et la donnée est exclue des calculs.

<u>Patrimoine immobilier :</u> il s'agit du patrimoine immobilier nécessaire à la réalisation du service. Le Délégataire fournit un état de variation de ce patrimoine en intégrant trois types de mouvements :

- les investissements concessifs (achat de terrain, mise en service d'un ouvrage financé par le Délégataire, destruction d'un ouvrage...).
- les opérations de renouvellement d'une telle importance qu'elles s'assimilent à la construction d'un bâtiment neuf.
- les investissements immobiliers du Délégataire (bureaux) entièrement dédiés au service.

<u>Période de relève des compteurs AEP:</u> les compteurs permettant de connaître la consommation de chaque branchement d'un client sont relevés régulièrement. La relève pour une année donnée de tous les compteurs de tous les clients s'étale sur plusieurs jours ou plusieurs semaines en fonction du nombre de compteurs concernés. Pour une relève donnée, la date moyenne de la campagne de relève peut ainsi être calculée. C'est cette date moyenne qui est utilisée année après année pour calculer la consommation moyenne d'une commune ou d'un contrat sur une période correspondant sensiblement à une année.

<u>Point de mise en distribution AEP:</u> point de prélèvement d'échantillon pour lequel la qualité de l'eau en ce point est considérée comme représentative de la qualité de l'eau sur le réseau de distribution d'une zone géographique déterminée (en sortie d'installations de traitement dans la plupart des cas). A ce point, les eaux peuvent provenir d'une ou plusieurs sources mais leur qualité peut être considérée comme uniforme en distribution.

<u>Programme contractuel de renouvellement :</u> il s'agit de l'ensemble des opérations de renouvellement, effectuées par le Délégataire dans le cadre d'un programme technique contractuel, évalué financièrement sur la durée du contrat.

<u>Programme d'investissement</u>: il s'agit des engagements pris par le Délégataire de réaliser certains investissements sur le patrimoine, afin d'améliorer la qualité du service, ou le fonctionnement des installations. Ce programme est défini dans un inventaire contractuel.

<u>Qualité eau au point de mise en distribution AEP</u>: évaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de mise en distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

<u>Qualité eau brute AEP</u>: évaluation qualitative de la qualité de l'eau brute prélevée dans le milieu naturel avant tout traitement visant à la rendre potable. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

<u>Qualité eau distribuée AEP :</u> évaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de consommation (robinet) par le client. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

<u>Qualité eau traitée AEP</u>: évaluation qualitative de la qualité de l'eau en sortie des installations de production/traitement avant admission sur le réseau de distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Rapport bactériologique AEP: ensemble des paramètres de type bactériologique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport bactériologique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rapport physico-chimique AEP : ensemble des paramètres de type physico-chimique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport physico-chimique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rendements hydrauliques d'une installation AEP: correspondent au rapport entre les volumes d'eau produite et les volumes d'eau brute admis dans l'installation. Ils traduisent le rendement de conversion de l'eau potable à partir de l'eau brute.

Rendements du réseau de distribution AEP: correspondent au rapport entre, d'une part, les volumes consommés autorisés, augmentés des volumes exportés ou vendus en gros, et d'autre part, les volumes produits, augmentés des volumes importés ou achetés en gros. Les rendements constituent de bons indicateurs environnementaux, mais ils ne traduisent que de manière indirecte l'état du réseau, car ils dépendent de la consommation et des volumes exportés ou vendus en gros.

Réseau de distribution public AEP : ensemble de canalisations transportant l'eau produite par les installations de production jusqu'au compteur général des clients, partie publique des branchements inclus.

<u>Réseau de distribution intérieur AEP</u>: ensemble de canalisations et d'équipements placés sous la responsabilité d'un client. Le réseau intérieur d'un client commence après le compteur général permettant d'évaluer la consommation du branchement associé à ce client.

<u>Réseau de collecte des eaux usées EU :</u> ensemble des canalisations et ouvrages annexes acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées issues des branchements publics des usagers ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution.

Réseau de collecte privatif EU: ensemble de canalisations et d'équipements placés sous la responsabilité d'un client permettant de collecter ses effluents. Le réseau intérieur d'un client est raccordé au branchement (généralement situé en limite de propriété).

<u>Surveillance de l'exploitant AEP</u>: elle comprend un examen régulier des installations, un programme de tests ou d'analyses et la tenue par l'exploitant d'un fichier sanitaire. Ces analyses viennent en complément de celles réalisées par les ARS et contribue à la surveillance de la qualité des eaux.

<u>Taux de mobilisation d'une installation AEP</u>: rapport exprimé en % entre le volume de pointe journalier constaté et la capacité nominale d'une installation. Un rapport proche de 100% est le signe d'une installation dont les réserves de capacité sont minimes, voire insuffisantes.

<u>Taux d'eaux parasites EU:</u> il représente la part d'eaux claires parasites véhiculée par le réseau de collecte d'eaux usées par rapport à l'eau potable consommée par l'ensemble des clients, qui est rejetée dans ce même réseau. Ces eaux claires parasites peuvent être classées selon diverses typologies, la plus simple opposant les eaux parasites d'infiltration (EPI) aux eaux parasites de captage (EPC). Les EPI résultent d'une mauvaise étanchéité du réseau tandis que les EPC sont le signe de mauvais raccordements.

<u>Terre de décantation AEP</u>: ensemble des résidus de traitement collectés sur certains ouvrages (décanteurs, filtres, ...) des installations de production. Ces résidus, bien souvent connus sous le terme de boues d'eau potable, sont régulièrement évacués des installations.

<u>Volumes consommés comptabilisés AEP:</u> volumes d'eau potable consommés par des clients du périmètre du contrat et résultant des relevés des appareils de comptage. Ces volumes n'incluent pas les volumes exportés ou vendus en gros (VEG).

<u>Volumes consommateurs sans comptage AEP :</u> correspondent aux volumes utilisés sans comptage par des usagers connus, avec autorisation ; ces volumes estimés incluent notamment :

l'eau nécessaire à la défense incendie (Essais des PI/BI et manœuvres incendie),



Recu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

- l'eau utilisée pour les espaces verts et le lavage de la voirie,
- l'eau utilisée par les fontaines (non équipées de compteurs)

<u>Volumes de service du réseau AEP :</u> correspondent aux volumes utilisés pour l'exploitation du réseau de distribution ; ces volumes estimés incluent notamment :

- l'eau utilisée pour le nettoyage des réservoirs,
- l'eau utilisée lors d'opérations de purge ou de nettoyage des conduites
- l'eau utilisée pour la désinfection et le rinçage des conduites après travaux

<u>Volumes consommés autorisés AEP</u>: il s'agit des volumes d'eau potable consommés tels qu'enregistrés par les compteurs, auxquels on ajoute les volumes nécessaires au fonctionnement du réseau (appelés volumes de service) consommés par les usagers. Ces volumes autorisés reflètent la quantité totale d'eau potable qui peut être consommée dans le périmètre couvert par le contrat, y compris l'eau nécessaire au bon fonctionnement du réseau.

<u>Volumes consommés hors Vente En Gros AEP</u>: font référence aux quantités d'eau potable consommées par les clients situés dans la zone couverte par le contrat, à l'exclusion des ventes d'eau en gros (VEG) et des volumes d'eau exportés. Ces volumes correspondent uniquement à la consommation d'eau potable par les usagers locaux du réseau, à l'exclusion de toute distribution d'eau à des tiers ou d'exportation.

<u>Volume de pointe AEP :</u> volume maximum journalier mesuré pendant l'année sur l'installation concernée.

<u>Volumes d'eaux brutes AEP :</u> font référence à l'eau prélevée directement dans des sources naturelles telles que des rivières, des lacs, des barrages, des nappes phréatiques, etc. L'eau est qualifiée de "brute" pour indiquer qu'elle n'a subi aucun traitement visant à la rendre potable. En plus des volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel à l'intérieur du périmètre du contrat, les volumes d'eaux brutes incluent également les éventuels achats d'eau brute en dehors du périmètre du contrat, auxquels on soustrait les éventuels volumes d'eau brute vendus en dehors du périmètre du contrat. En résumé, il s'agit du volume global d'eau non traitée prélevée, achetée, vendue, ou transférée dans le contexte de l'approvisionnement en eau potable.

<u>Volumes exportés (ou vendus en gros) AEP :</u> font référence aux quantités d'eau produites livrées à un client extérieur au périmètre du contrat. Ce client peut être une autre collectivité, un syndicat, ou une commune distincte de celle couverte par le contrat.

<u>Volumes importés (ou achetés en gros) AEP :</u> correspondent aux quantités d'eau achetées à un client extérieur au périmètre du contrat. Le client peut être une autre collectivité, un syndicat ou une commune distincte de celle couverte par le contrat.

<u>Volumes produits AEP</u>: correspondent à la quantité d'eau provenant des installations de production d'eau potable. Il s'agit des volumes d'eau qui ont été traités et préparés pour la distribution aux usagers. Il est possible de soustraire de ces volumes les besoins de l'usine (s'ils sont mesurés après le compteur de production) pour obtenir la quantité nette d'eau potable produite et disponible pour la distribution.

<u>Volumes besoin usine AEP</u>: correspondent à la quantité d'eau traitée au sein des installations de production d'eau potable, mais qui est utilisée à l'intérieur de ces mêmes usines pour divers usages, tels que la préparation de réactifs chimiques, le nettoyage, et d'autres processus internes.

<u>Volumes mis en distribution AEP</u>: représentent l'eau potable qui est introduite dans le réseau de distribution d'eau en vue d'être consommée par les clients situés à l'intérieur du périmètre du contrat. Les volumes mis en distribution résultent de la somme des volumes produits auxquels on ajoute les volumes importés ou achetés en gros, puis duquel on soustrait les volumes exportés ou vendus en gros.

<u>Volumes d'eau traitée AEP :</u> ce sont les volumes d'eau fournis par les installations grâce à des traitements plus ou moins complexes en fonction de la nature des eaux brutes que l'on souhaite rendre potables.



Reçu en préfecture le 23/09/2024 5216

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE



LES NOUVEAUX **TEXTES REGLEMENTAIRES**



NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES EAU POTABLE 2023

Cette veille réglementaire vous est présentée sous la forme d'une liste des textes parus en 2023 accompagnée d'un bref commentaire de leur objet.

Cette liste n'a pas pour ambition d'être exhaustive, il s'agit avant tout d'attirer votre attention sur les évolutions

PROTECTION ET GESTION DE LA RESSOURCE

→ Arrêté du 3 janvier 2023 relatif au plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau réalisé de la zone de captage jusqu'en amont des installations privées de distribution

Le présent arrêté vient préciser les modalités d'élaboration, de mise en œuvre et de mise à jour du **plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau** (PGSSE), tel qu'il est précisé à l'article R.1321-22-1 du code de la santé publique issu du décret n°2022-1720 du 29 décembre 2022.

Les PGSSE liés à la zone de captage sont élaborés et adoptés avant le 12 juillet 2027 et les PGSSE liés à la production et à la distribution sont élaborés et adoptés avant le 12 janvier 2029.

- Arrêté du 30 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Les mesures de ce programme d'actions national visent à lutter contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. Le présent arrêté modifie certaines des mesures qui étaient fixées par l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié transposant la directive 91/676/CEE, dite directive « nitrates » suite à la révision quadriennale prévue par l'article R. 211-81-4 du code de l'environnement.
 - → Arrêté du 30 janvier 2023 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

Le présent arrêté remplace l'arrêté du 23 octobre 2013 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole :

- Il précise les modalités de renforcement des mesures 1, 3, 7 et 8 du programme d'actions national.
- Il explicite le nouveau dispositif de flexibilité agro-météorologique introduit dans l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national.
- Il précise les modalités de désignation des zones d'actions renforcées définies à l'article R. 211-81-1 du code de l'environnement et fixe les conditions de la nouvelle dérogation temporaire à l'obligation de résorption de l'azote, issu des effluents d'élevage, par traitement ou par export, introduite par décret modifiant l'article R. 211-81-5 du code de l'environnement
 - Plan d'action du 30 mars 2023 pour une gestion résiliente et concernée de l'eau, 53 mesures pour l'eau

Le 30 mars 2023, le Président de la République a présenté un plan d'action « *pour une gestion résiliente et concertée de l'eau* ». Ce plan comporte 53 mesures, et prévoit notamment une ambition de réduire de 10% l'eau prélevée d'ici 2030, de sécuriser l'approvisionnement en eau potable, de prévenir les pollutions et d'améliorer la gestion des périodes de sécheresse.

→ Décret n° 2023-241 du 31 mars 2023 relatif à la protection des zones de captages et des bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages contre la pollution par les nitrates d'origine agricole et aux dérogations préfectorales dans le cas de situations exceptionnelles

Le présent décret vient étendre les zones dans lesquelles les programmes d'actions régionaux peuvent prévoir des mesures de renforcement ainsi que les mesures de renforcement susceptibles d'être mises en œuvre. Il vient notamment créer un nouvel article R. 211-81-1-1 au sein du Code de l'environnement précisant l'identification de ces zones et modifie les dispositions relatives aux dérogations préfectorales dans le cas de situations exceptionnelles.

Rapport. IGEDD n°014714-01, mars 2023, Retour d'expérience sur la gestion de l'eau lors de la sécheresse 2022

18 recommandations pour améliorer l'anticipation et la gestion pluriannuelle de ces épisodes de sécheresse, connaître en temps réel les impacts et les réduire, et objectiver les enjeux de partage et prévenir les conflits d'usages de l'eau.

Parmi les 18, notamment :



Envoyé en préfecture le 23/09/2024 Reçu en préfecture le 23/09/2024

. . . .

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

- Mettre en place un dispositif de suivi des impacts de sécheresses en temps quasi-réel et en différé notamment sur l'eau potable, sur les milieux et sur les activités économiques

- Terminer sur l'ensemble du territoire national, d'ici l'été 2023, la mise à jour des arrêtés-cadres départementaux sécheresse et d'ici l'été 2024, d'arrêtés-cadres interdépartementaux,
- Renforcer les lignes directrices nationales pour les mesures de restriction et pour les dérogations possibles.
- Réduire les délais de prise des mesures à quatre jours maximums après le dépassement des seuils, en ne réunissant pas systématiquement les comités ressource en eau ou en les consultant de manière dématérialisée,
- Encourager le déploiement progressif de compteurs téléversés sur les différents usages
- Développer une méthode permettant l'évaluation de l'efficacité des mesures de restriction en temps quasi-réel ;
- Veiller à la clarté de la formulation des restrictions et à leur caractère contrôlable
- Structurer la communication en matière de gestion de l'eau dans la perspective des sécheresses à venir selon quatre axes.
- → Avis du CESE, avr. 2023 « Comment favoriser une gestion durable de l'eau (quantité, qualité, partage) en France face aux changements climatiques » :

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a adopté le 11 avril 2023 un avis très important sur la question de l'eau. Son objectif était de répondre à la question : Comment favoriser une gestion durable de l'eau (quantité, qualité, partage) face aux changements climatiques ?

Voici les principales préconisations :

- Renforcer en moyens et personnes la R&D (publique et privée)
- Objectiver le débat sur les bassines
- Rendre responsables les industriels de l'ensemble du traitement de leurs rejets d'exploitation
- Dresser un bilan, rendu public, de l'application des Assises de l'eau
- Accélérer le processus de nécessaire sortie des pesticides en agriculture
- Mettre en œuvre les démarches d'élaboration et d'adoption d'un SAGE dans les territoires non encore couverts
- Revoir la tarification et engager un débat public sur l'opportunité des modifications pouvant être apportées au système de tarification de l'eau sur les territoires métropolitains et dans les Outre-mer
- → Instruction. 16 mai 2023 sur le Guide circulaire de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse :

Après la présentation du guide national de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires ont publié le 17 mai 2023 une instruction à destination des services déconcentrés et précise ainsi les actions que ces derniers doivent réaliser sans attendre.

Il vient notamment préciser les modalités de concertation et de gouvernance au niveau local en matière de gestion de la sécheresse, les conditions de déclenchement des mesures de restriction ainsi que le contenu des mesures minimales à prendre en fonction du niveau de restriction.

→ Arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement

Le présent arrêté définit des mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation en eau de sites industriels, ainsi que des modalités d'exemptions de certaines installations. Il s'applique en cohérence avec les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés cadres départementaux et interdépartementaux, ainsi qu'avec les arrêtés préfectoraux applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement. Ces arrêtés peuvent notamment fixer, lorsque le contexte local le justifie, toutes dispositions plus contraignantes que celles prévues par le présent arrêté, afin de protéger les intérêts mentionnés à <u>l'article L. 511-1 du code de l'environnement</u>. Ces arrêtés pourront par ailleurs être révisés afin de prendre en compte les dispositions du présent arrêté.

Arrêté du 9 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des article R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement

Le présent arrêté vient modifier l'arrêté du 26 janvier 2010, notamment ses annexes. Il corrige également le fait que les normes de qualité environnementales pour les polluants spécifiques de l'état écologique sont fixées par le ministre en charge de l'écologie, sur proposition de l'OFB et non plus de l'ONEMA.

Arrêté du 9 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines

Le présent arrêté vient modifier l'arrêté du 17 décembre 2008. Il remplace notamment ses annexes I et fixant respectivement les limites de qualité pour les eaux souterraines et des valeurs seuils. La liste minimale de paramètres et valeurs seuils



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

associées retenues au niveau national s'enrichit de nombreuses substances. Le tableau B sur les valeurs à définir localement est supprimé. Le calcul des valeurs moyennes est également modifié

ENVIRONNEMENT

→ Rapport relatif à la « campagne nationale de mesure de l'occurrence de composés émergents dans les eaux destinées à la consommation humaine », Anses, mars 2023

Au cours de la période 2020-2021, le laboratoire d'hydrologie de l'Anses a réalisé des analyses de l'eau destinée à la consommation humaine afin de rechercher la présence de composés chimiques qui ne sont pas spécialement recherchés pendant les contrôles réguliers. Les résultats des analyses ont été publiés dans un rapport de l'Anses, au début du mois d'avril. Ce rapport expose les résultats obtenus pour les trois classes de polluants sélectionnés : les pesticides et métabolites de pesticides, les résidus d'explosifs et le 1,4-dioxane, un solvant.

→ Décret n°2023-187 du 17 mars 2023 portant adaptation du code de procédure pénale à la création des officiers judiciaires de l'environnement

Pour mémoire, la loi n°2020-1672 du 24 décembre 2020 relative au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée a renforcé les prérogatives des inspecteurs de l'environnement. Le présent décret vient déterminer les modalités de désignation de ces officiers judiciaires de l'environnement (OJE), ainsi que les conditions de leur habilitation et de leur notation par le procureur général.

→ Décret n° 2023-504 du 22 juin 2023 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des plans et programmes

Le présent texte vient mettre à jour <u>l'article R. 122-17 du code de l'environnement</u>, qui liste les plans et programmes soumis à évaluation environnementale systématique ou à un examen au cas par cas.

EXPLOITATION DES OUVRAGES

→ ANSES, Avis du 20 janvier 2023 relatif à la demande de réexamen des autorisations de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques contenant du S-métolachlore,

L'ANSES a été saisie récemment par la Direction générale de la prévention des risques et la Direction générale de la santé pour la réalisation d'une expertise permettant d'évaluer le risque de transfert aux eaux souterraines du S- métolachlore et de ses métabolites. Dans l'avis du 20 janvier 2023 publié par l'ANSES, cette dernière annonce qu'elle engage une procédure de retrait des principaux usages des produits phytopharmaceutiques contenant cette substance.

→ Décret n° 2023-417 du 31 mai 2023 relatif aux modalités techniques de résiliation des contrats par voie électronique

Le décret fixe les modalités d'accès et d'utilisation de la fonctionnalité de résiliation des contrats par voie électronique prévue à l'article L. 215-1-1 du code de la consommation créé par l'article 15 de la loi no 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat.

Le décret assure au consommateur et au non-professionnel la possibilité de notifier au professionnel la résiliation d'un contrat en quelques validations ou « clics », en lui garantissant un accès rapide, facile, direct et permanent à la fonctionnalité prévue par la loi.

Note d'information du 14 avril 2023 relative à la mise en œuvre des nouvelles dispositions prises notamment dans le cadre de la transposition de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine :

L'annexe constitue un guide relatif aux nouvelles dispositions prises à destination des agences régionales de santé. Ce guide regroupe 12 thématiques :

- Ordonnance et décret
- Usages domestiques
- Définitions, exigences de qualité, valeurs de vigilance, valeurs indicatives en eau potable
- Mesures correctives en eau potable dont les dérogations
- Contrôle sanitaire de l'eau potable par l'ARS
- Surveillance de l'eau potable par la PRPDE



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Mécanisme de vigilance en eau potable

- Eaux conditionnées et eaux utilisées dans une entreprise alimentaire ne provenant pas d'une distribution publique (qualité, contrôle sanitaire, surveillance)
- Laboratoires agréés pour le contrôle sanitaire des eaux
- Information du consommateur
- Matériaux au contact de l'eau et produits et procédés de traitements de l'eau
- Introduction au PGSSE de la zone de captage jusqu'en amont des installations privées de distribution et à l'évaluation des risques liés aux installations intérieures de distribution d'eau destinée à l'alimentation humaine.

DROIT DE LA COMMANDE PUBLIQUE

→ Décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique & Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant les cahiers des clauses administratives générales des marchés publics

Les mesures précitées viennent concrétiser certains engagements pris par le ministre de l'Economie dans le cadre des Assises du BTP afin de favoriser les PME :

- Mise en place d'un mécanisme de versement et de remboursement des avances plus favorable aux PME.
- Clarification des règles en cas de dépassement du seuil de tolérance.
- Accélération des mises en chantier différées afin de protéger les entreprises des hausses de prix des matières premières.

Les mesures sont entrées en vigueur le 1er janvier 2023.

→ Décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modification de la commande publique

Le présent décret vient modifier le code de la commande publique afin de donner la possibilité aux opérateurs économiques, en plus de leur candidature et/ou de leur offre, de transmettre une copie de sauvegarde de leur document. Elle pourra être ouverte lorsque, la candidature est incomplète, lorsque l'offre dématérialisée est reçue de manière incomplète, hors délai ou n'a pu être ouverte, à la condition cependant que la transmission est commencée avant la clôture de la remise.

Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2013 portant détermination des dépenses de l'Etat payées sans ordonnancement, sans ordonnancement préalable et avant service fait

Afin de faciliter et d'accélérer le paiement aux entreprises qui sont titulaires d'un marché ou d'une concession, des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement, l'ordonnateur et le comptable public ont désormais la possibilité de se mettre d'accord pour la mise en place d'un ordonnancement tacite. Le silence gardé par l'ordonnateur sur une demande de mise en paiement au comptable public vaut ordonnancement.

→ Arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics & Arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession

Pour la mise en œuvre de la fusion des données essentielles et des données de recensement, deux arrêtés du 22 décembre 2022 fixent les modalités de publication des données essentielles des marchés publics et des contrats de concession :

- S'agissant des contrats de concession : l'arrêté fixe les modalités de publication des données essentielles des contrats de concession (23 données au maximum), les formats, normes et nomenclatures dans lesquels ces données essentielles doivent être publiées ainsi que les modalités de leur publication.
- S'agissant des marchés publics : l'arrêté procède à la fusion des données du recensement et des données essentielles des marchés publics. Il fixe également la liste des données essentielles qui est réduite à un maximum de 45 données dont 24 obligatoires et 21 conditionnelles. Enfin, il fixe la liste des formats, normes et nomenclatures dans lesquels ces données doivent être publiées ainsi que les modalités de leur publication ou de communication.

Les deux arrêtés mentionnés sont entrés en vigueur le 1er janvier 2024. Ils s'appliqueront aux marchés publics notifiés et de concession conclus à compter du 1er janvier 2024.

→ Loi n°2023-171 du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture

L'article 15 de la loi n°2023-171 du 9 mars 2023 corrige le défaut de transposition du dispositif d'auto-apurement. Il insère dans le Code de la commande publique le dispositif d'auto-apurement qui permet désormais « à un opérateur économique candidat à l'attribution d'un marché public ou d'un contrat de concession de fournir des preuves attestant qu'elle a pris des mesures suffisantes pour remédier aux conséquences des infractions pénales, empêcher que celles-ci ne se reproduisent et être ainsi admis à participer à la procédure nonobstant les condamnations ».

→ 8 mars 2023 - Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes, 2023-2027



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

Publié le 8 mars 2023, à l'occasion de la journée international des droits de la femme, le plan quinquennal interministériel pour l'égalité des hommes et des femmes a pour ambition d'amorcer un véritable changement culturel autour de cette question. Le plan prévoit notamment de « favoriser l'accès aux marchés public aux entreprises respectant les obligations en matière de publication de l'index égalité professionnelle, ou qui ont obtenu une note suffisante à cet index » et de « sensibiliser les acheteurs publics à leurs obligations en matière de prise en considération de l'égalité professionnelle et salariale lors des marchés ».

Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique

Les nouveaux seuils de procédure formalisée pour les marchés publics et les contrats de concession applicables à compter du 1er janvier 2024 :

- Marchés de fournitures et services des autres pouvoirs adjudicateurs (hors centraux)
 - 2022-2023: 215 000 euros2024-2025: 221 000 euros
- Marchés de fournitures et services des entités adjudicatrices et marchés de fournitures et services de défense ou de sécurité
 - o 2022-2023: 431 000 euros
 - o 2024-2025: 443 000 euros
- Marchés de travaux et les contrats de concessions
 - o 2022-2023: 5 382 000 euros
 - o 2024-2025: 5 538 000 euros
- → LOI n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte

La loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte introduit des modifications dans le code de la commande publique. Les modifications apportées par la loi à la commande publique incluent la possibilité de dépasser la durée maximale des accords-cadres, l'inclusion de critères sociaux et environnementaux dans les critères d'attribution, une nouvelle exclusion basée sur le bilan des émissions de gaz à effet de serre au stade de la candidature, la possibilité d'absence d'obligation d'allotissement en cas de procédure infructueuse pour les entités adjudicatrices, l'obligation d'établir un Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) pour tous les acheteurs publics, l'introduction d'une dérogation à l'impossibilité de présenter des offres variables, et la possibilité d'exclure les offres de pays tiers pratiquant une concurrence déloyale envers la France.

- → Arrêté du 22 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des contrats de concession
- → Arrêté du 22 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux données essentielles des marchés publics

Ces arrêtés modifient l'arrêté du 22 décembre 2022 qui fixe la liste des formats, normes et nomenclatures dans lesquels les données essentielles des contrats de concession et des marchés publics doivent être publiées ainsi que les modalités de leur publication ou de communication.

DROIT PUBLIC ET DROIT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

→ Arrêté du 14 février 2022 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Office français de la biodiversité

Le présent arrêté vient fixer le montant des contributions des agences de l'eau au profit de l'Office français de la biodiversité pour l'année 2023. L'arrêté précise la répartition part Agences de l'eau.

→ Arrêté du 10 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11e programme d'intervention des agences de l'eau

Le présent arrêté vient fixer le montant pluriannuel des autorisations d'engagement des agences de l'eau, sur la période 2019-2024, qui s'élève à 12, 695 milliards d'euros.

→ Arrêté du 17 mars 2023 relatif aux circonscription des comités de bassin et des agences de l'eau

Le présent arrêté abroge les deux arrêtés en date du 22 octobre 2007 qui fixaient respectivement les circonscriptions des comités de bassin et des agences de l'eau, pour les condenser dans un texte unique dans un souci de simplification et de cohérence. La circonscription des comités de bassin d'Adour-Garonne, d'Artois-Picardie, de Corse, de Loire-Bretagne, de Rhin-Meuse, de Rhône-Méditerranée et de Seine-Normandie demeure constituée des communes situées dans les bassins ou



Reçu en préfecture le 23/09/2024

Publié le

ID: 045-214501421-20240919-2024_65-DE

groupements de bassins pour lesquels ils élaborent ou mettent à jour le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage).

→ Arrêté du 26 juillet 2023 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2023

Le présent arrêté vient fixer le montant du plafond annuel des taxes et redevances perçues par les agences de l'eau.

